© Caritas International

© Caritas International

RAPPORT ANNUEL 2023

Au rendez-vous de l'humanité

caritas
international.be

Burundi: Ciza Espérance ramasse du bois pour cuisiner pour sa famille.
© Caritas International

SOMMAIRE

© Caritas Turquie

© Caritas International

© Catholic Relief Services

© Caritas Ukraine

© Caritas Arménie

Préface	4
Interventions humanitaires	5
Coopération au développement	9
Accueil et intégration	11
Programmes sociaux	16
Notre organisation	21
Communication & Mobilisation	23
Une stratégie pour notre « Maison commune » : notre politique environnementale	26
Programmes Asile & Migration en Belgique	27
Coopération internationale : carte	28
Programmes de coopération internationale	29
Rapport financier	32
Merci...	35

PRÉFACE

Au rendez-vous de l'humanité

© Caritas International

Près de 300 millions de personnes ont aujourd'hui un besoin aigu d'assistance humanitaire et de protection, s'alarment les Nations Unies. Les causes principales : les conflits, les catastrophes climatiques, les profondes inégalités économiques. Ces causes souvent se conjuguent, comme en Afrique Orientale et Australe, en proie à d'inextricables conflits, des alternances de sécheresses et d'inondations, dont les médias parlent peu, avec plus ou moins 75 millions de personnes déplacées ou dans une précarité extrême.

Durant l'année 2023, la situation s'est encore aggravée, avec les tremblements de terre en Syrie, Turquie et au Maroc, puis l'éruption d'un conflit au Soudan et, en octobre, un massacre en Israël suivi d'une répression d'une violence extrême à Gaza, tandis que la guerre en Ukraine se mue en une guerre d'attrition, qui n'est pas sans rappeler les horreurs de la guerre de tranchée de 1914-1918.

Dans toutes ces situations de souffrance, Caritas répond présente, avant, pendant et après. « Where there is a need, there is a Caritas », cette devise de Caritas Europa n'est pas un pur slogan, c'est une réalité de terrain, grâce au réseau de 162 Caritas actives quotidiennement dans le monde.

A la lecture de ce rapport, vous verrez comment Caritas International agit en Belgique, par son travail d'accueil, de conseil, de soutien et d'intégration des personnnes migrantes, particulièrement les plus fragiles physiquement et psychologiquement et les mineurs non-accompagnés. Vous découvrirez également ses actions à l'international, tant en urgence qu'en développement intégral, surtout dans les zones affectées par les conflits, en Afrique, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Ukraine et dans les pays limitrophes, où Caritas compte souvent parmi les premières et principales organisations humanitaires présentes.

Ces actions ne sont possibles que grâce à l'immense travail, l'enthousiasme et la compétence des collaborateurs et volontaires de Caritas, dans des conditions souvent très difficiles. Elles ne sont possibles aussi que grâce au soutien fidèle de nombreux donateurs et des pouvoirs publics.

Notre mission nécessite des moyens humains et matériels, mais avant tout un élan intérieur qui nous pousse vers l'autre en souffrance, un regard qui refuse de se détourner de ceux qui sinon seraient laissés au bord du chemin.

En 1948, l'OIR (Organisation Internationale des Réfugiés) demandait aux Caritas européennes de trouver des solutions et lieux d'accueil pour 'ceux dont personne ne veut', les personnes âgées, les réfugiés présentant des fragilités psychologiques ou physiques, des maladies graves, des handicaps, les enfants orphelins... En réponse à cet appel, notre association est créée en 1949.

En 2024, elle fêtera ses 75 années d'existence. Cette célébration sera l'occasion de témoigner concrètement de notre gratitude à tous nos collaborateurs, volontaires et donateurs. Elle est aussi une opportunité de prendre du recul, de renouveler notre inspiration et de repenser notre stratégie et nos modes d'actions, pour toujours mieux concentrer nos forces et nos moyens vers celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Bernard Woronoff, *président du conseil d'administration de Caritas International*

François Cornet a été directeur général de Caritas International de 2015 à 2023. Nous tenons à le remercier pour toutes ces années d'engagement enthousiaste auprès de Caritas. Même après sa retraite, François reste très actif car sa passion pour les actions humanitaires et spirituelles reste intacte.

Nous remercions également Luc Van Haute qui a accepté de reprendre le flambeau en tant que directeur général depuis le début de l'année 2024. Luc est à l'écoute de tous et toutes. Il utilise son expérience et sa vision pour renforcer la mission de Caritas International et inspirer le futur de l'organisation.

Interventions humanitaires

Répondre aux besoins vitaux

Début février 2023, des régions entières de Syrie et de Turquie ont été touchées par des séismes dévastateurs aux terribles conséquences humanitaires. De nombreuses organisations de notre réseau Caritas, dont Caritas International, se sont mobilisées pour répondre à cette catastrophe naturelle.

Malheureusement, la guerre en Ukraine s'est poursuivie et la paix semble plus éloignée que jamais. Le réseau Caritas a prolongé son soutien pour faire face à l'impact humanitaire considérable en Ukraine et dans les pays voisins.

Le reste du monde a également été ébranlé par de nombreuses crises qui ont requis des interventions humanitaires. Caritas Internationalis, qui coordonne depuis Rome l'aide d'urgence du réseau mondial Caritas, a lancé pas moins de 36 appels d'urgence. Voici un aperçu de nos travaux et de ce que nous avons pu faire pour répondre aux crises humanitaires.

Tremblements de terre en Turquie, en Syrie et au Maroc

Pendant la nuit du 5 au 6 février 2023, le sud de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie ont été touchés par un terrible tremblement de terre. 50.000 personnes ont trouvé la mort et 15 millions de personnes ont dû faire face aux conséquences de cette catastrophe naturelle qui a également occasionné énormément de dégâts matériels.

L'épicentre du séisme se trouvait en Turquie, mais la Syrie a également été durement touchée. Le sort s'acharne sur ce pays : la région était déjà ravagée par de nombreuses années de guerre civile. D'ailleurs, des violences armées faisaient toujours rage dans certaines zones touchées.

Le réseau Caritas a répondu à la situation en tenant compte des différentes réalités des deux pays. L'antenne locale de Caritas en Turquie, qui travaillait avec des moyens limités et dans un contexte sensible, a été en mesure de fournir des efforts considérables grâce au soutien de son réseau international. Une aide de base a pu être déployée aux survivants et des conteneurs ont été placés et aménagés pour assurer un abri temporaire. Caritas Syrie, du fait de son expérience humanitaire après des années de guerre civile, a été à même de prêter rapidement assistance aux survivants et leur a fourni un soutien matériel, de l'argent et un accompagnement.

TREMBLEMENTS DE TERRE EN SYRIE ET EN TURQUIE : SOUTIEN DE CARITAS INTERNATIONAL	
Pour Caritas Syrie	€ 525.000
Pour Caritas Turquie	€ 325.000
MONTANT TOTAL VERSÉ EN 2023	**€ 850.000**

À l'extrême nord-ouest de la Syrie, dans la région de la ville d'Idlib, Caritas International a apporté son soutien à une ONG locale très expérimentée.

Les efforts dans les régions touchées sont encore en cours. Outre les besoins immédiats, il s'agit également de penser à l'avenir : comment aider la population touchée à se reconstruire ? À cette fin, nous avons consacré une attention toute particulière aux personnes les plus vulnérables, notamment les réfugiés syriens en Turquie qui sont souvent « oubliés » dans les interventions officielles. De nombreux réfugiés syriens se trouvent toujours dans la région frontalière en Turquie.

Le 8 septembre 2023, la terre a aussi tremblé au Maroc. Si la situation au Maroc est toute autre, la souffrance humaine et la souffrance y sont aussi grandes qu'en Syrie et en Turquie. Caritas Maroc a également bénéficié d'un soutien considérable du réseau international de Caritas. Cette petite organisation bien intégrée dans la société civile locale travaille avec efficacité et dynamisme. Une attention toute particulière a été prêtée aux migrants subsahariens à Marrakech et dans certains villages qui étaient laissés à leur triste sort. Caritas International a réagi positivement à l'appel d'urgence envoyé par le Maroc et a versé une contribution de 68.000 euros.

Crise humanitaire dramatique dans la Bande de Gaza

Depuis de nombreuses années déjà, Caritas International, par l'intermédiaire de son organisation partenaire, Caritas Jérusalem, soutient des efforts humanitaires et des projets de développement en Palestine. Grâce à la collaboration avec Caritas Jérusalem, il est possible d'organiser de l'aide médicale dans la Bande de Gaza et de réaliser des projets de développement socioéconomique en Cisjordanie. Caritas Jérusalem se concentre sur les soins de santé primaire, l'éducation, l'entrepreneuriat et les projets agricoles, en prêtant une attention particulière aux jeunes et aux femmes.

Nombre des activités à Gaza ont dû être suspendues en raison des bombardements israéliens au lendemain des attaques terroristes perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023. La situation humanitaire à Gaza s'y est fortement détériorée. Fin 2023, on déplorait dans la Bande de Gaza

1,9 million de personnes déplacées et 21.000 morts, dont 70% de femmes et d'enfants. Plus de 50.000 personnes ont été blessées. La Cisjordanie est le théâtre d'une flambée de violence avec plus de 300 morts, dont 70 enfants.

En dépit de cette situation catastrophique, Caritas Jérusalem a pu continuer à organiser la fourniture de nourriture et d'articles de base pour les centaines de personnes déplacées qui sont venues se mettre à l'abri dans les bâtiments d'Église. Malheureusement, deux collaborateurs de Caritas Jérusalem et des membres de leur famille ont trouvé la mort lors des bombardements sur Gaza.

La clinique que Caritas Jérusalem exploite depuis le début des années 2000 dans la ville de Gaza, au nord de la Bande de Gaza, a dû fermer ses portes à cause de la guerre. Toutefois, lorsque la situation l'a rendu possible, l'organisation a continué à dispenser des soins de santé aux personnes déplacées grâce à deux cliniques mobiles. De nombreux Palestiniens de Cisjordanie ont perdu leur travail en raison de la fermeture des postes de passage aux frontières. Nombre de familles peinent à joindre les deux bouts. Notre programme quinquennal, COHERENCE, qui en dépit du contexte difficile a continué son travail, donne à certaines familles la chance de mettre en place une activité génératrice de revenus dans l'attente de jours meilleurs.

Le secrétaire général de Caritas Jérusalem, Anton Asfar, a plaidé à de nombreuses reprises pour un « cessez-le-feu immédiat et généralisé », demandant aux autorités israéliennes de lever les barrages routiers pour que les organisations humanitaires puissent travailler sans entrave à Gaza. Caritas a demandé à la communauté internationale de redoubler d'efforts diplomatiques et d'appliquer toute la pression politique possible pour éviter que la crise humanitaire ne se détériore.

Guerre en Ukraine

Tout au long de 2023, nous avons continué à prêter une grande attention à la crise en Ukraine et mis un point d'honneur à faire preuve de solidarité avec la population, car la guerre ôte toujours la vie à de nombreuses personnes et occasionne encore et encore d'énormes dégâts matériels. Les conséquences pour les pays voisins sont également considérables. Ceux-ci accueillent énormément de réfugiés ukrainiens.

Grâce à la générosité de nos donateurs, aux subsides et aux contributions récoltées dans le cadre du Consortium 12-12, Caritas International a été capable de poursuivre le soutien apporté aux collègues en Ukraine et dans les pays voisins, dont Caritas Slovaquie. En Slovaquie, nous avons financé un programme de taille qui apporte un soutien psychosocial aux réfugiés venus d'Ukraine. Certains collaborateurs de ce programme sont d'ailleurs des réfugiés établis en Slovaquie.

CRISE HUMANITAIRE EN UKRAINE : SOUTIEN DE CARITAS INTERNATIONAL	
Pour Caritas Ukraine	€ 800.000
Pour Caritas Slovaquie	€ 600.000
Pour Caritas Pologne	€ 200.000
Autres interventions	€ 50.000
Point d'info Ukraine	€ 244.172
MONTANT TOTAL DÉPENSÉ EN 2023	**€ 1.894.172**

/ Tatiana reconstruit sa maison avec l'aide de Caritas

© Caritas Ukraine

Le 26 mars 2022, Tatiana, mère d'une grande famille, a dû quitter son domicile à Kyselivka, dans les environs de Mykolaiv. La famille a décidé de rentrer à Kyselivka et d'y reconstruire sa maison. Les collaborateurs de Caritas en Ukraine l'y ont aidé. Aujourd'hui, elle peut de nouveau aborder l'avenir avec plus d'optimisme.

Le Point d'info Ukraine continue son travail

En 2023, quelque 17.000 personnes d'Ukraine se sont réfugiées en Belgique. La plupart d'entre elles ont bénéficié d'une protection temporaire dans notre pays. Pour leur apporter du soutien, l'équipe de notre Point d'info Ukraine a poursuivi ses activités en 2023 : deux collaborateurs ukrainiens et deux juristes belges se soutiennent pour faire fonctionner le Point d'info, principalement par téléphone. Chaque après-midi les jours ouvrables, le Point d'info était joignable pour répondre aux questions des réfugiés d'Ukraine ou des personnes qui envisagent de fuir ce pays. Cette équipe est disponible tant pour les réfugiés d'Ukraine que pour les familles d'accueil ou les professionnels qui ont des questions. Les appels proviennent non seulement de Belgique, mais aussi d'Ukraine et d'autres pays.

Ainsi, en 2023, nous avons pu traiter plus de 1.500 cas. 81% des appels téléphoniques se sont déroulés en ukrainien. Les autres appels étaient en français, néerlandais, anglais ou russe. Les questions portaient principalement sur les possibilités de protection (20%), le logement ou l'accueil d'urgence (21%) et l'aide sociale (19%).

La guerre ravage l'Ukraine depuis deux ans déjà et les problèmes pour lesquels nous sommes sollicités sont de plus en plus complexes. Les liens tissés par de nombreux Ukrainiens avec notre pays se sont intensifiés. Par conséquent, dans certains cas, un suivi plus intense s'est imposé. Les collègues mettent alors l'accent sur la médiation et recherchent des solutions pragmatiques et efficaces. La pression sur l'équipe augmente, car l'attention et les moyens disponibles faiblissent.

Outre le travail au téléphone, l'équipe est impliquée dans de nombreuses formations et activités de sensibilisation sur l'assistance aux personnes en provenance d'Ukraine.

Situation humanitaire au Congo

AU SUD-KIVU, LES CLOC DÉMONTRENT LEUR UTILITÉ

À la mi-2023, on dénombrait 6,1 millions de personnes déplacées en RD Congo. La majeure partie de ces « réfugiés internes » se trouvait au Nord et au Sud-Kivu et en Ituri. Le 16 juin 2023, les Nations Unies ont activé le système d'intensification des opérations humanitaires à l'est du Congo.

Lors de la seconde moitié de 2023, près d'un quart de la population congolaise a dû faire face à une insécurité alimentaire grave. Cette situation s'expliquait par l'impact des conflits armés, l'isolement de certaines régions et le manque de possibilités en vue de transporter, de transformer et de stocker les produits agricoles. Les problèmes climatiques tels que les sécheresses de longue durée et les pluies torrentielles ont également joué un rôle.

© Caritas International

Grâce à des ressources des Affaires étrangères, nos partenaires Caritas Bukavu et Caritas Kasongo au Sud-Kivu ont accompagné des Comités locaux d'organisation communautaire, les CLOC, qui ont effectué un excellent travail dans 40 villages. Ces comités sont d'une grande aide pour les victimes de violences sexuelles, accordent des microcrédits et organisent des cours pour que les villageois apprennent à lire, à écrire et à calculer.

Bandeke Mubalama Munzungu (38 ans) est père de sept enfants. Il a bénéficié du soutien d'un comité local d'organisation communautaire (CLOC) au Sud-Kivu et peut de nouveau vivre en paix dans son village. « Je suis issu d'une famille royale, mais j'ai été victime de persécutions à la suite d'une lutte de pouvoir », nous a confié Bandeke. « J'ai été injustement emprisonné, mais je ne pouvais pas m'en plaindre, car un homme fort était à la manœuvre. Les gens du CLOC m'ont recherché et ont pris fait et cause pour moi. La police exigeait un montant très élevé pour me libérer. Je ne disposais pas d'une telle somme. Le comité a veillé à ce que je puisse me libérer en versant l'argent dont je disposais. »

Au cours de l'année écoulée, Caritas a accompagné et encadré 575 membres des comités. Les comités ont renforcé leur collaboration avec les autorités locales. 40 collaborateurs des structures de santé ont appris comment mieux aider les victimes de violences sexuelles. Plus de 820 victimes ont été soutenues par le CLOC et les structures de santé. De décembre 2021 à novembre 2023, plus de 1.100 séances d'information ont été organisées, touchant plus de 103.000 personnes.

PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET RÉPONSE RAPIDE

Toujours au Sud-Kivu et dans la province du Maniema, grâce au financement d'ECHO, nous avons renforcé la préparation des communautés aux catastrophes. Ces activités ont été réalisées en coopération avec Caritas Bukavu, Caritas Kasongo et nos collègues anglais de CAFOD. Pendant 24 mois, le consortium a accompagné 111 communautés dans les deux provinces. Au total, un soutien en cash a été octroyé à 99.000 personnes confrontées à des crises soudaines à Kalehe, Kabare, Walungu, Mwenga, Fizi, Kabambare, Pangi et Lubutu. Près de 13.900 personnes ont reçu du matériel pour reprendre leur activité économique. Après les terribles inondations et glissements de terrain qui ont touché la région de Kalehe et fait 447 morts et de nombreux disparus, au début du mois de mai 2023, de l'argent a été donné aux 1.265 familles touchées du village de Bushushu.

SOUTIEN EN CASH ET SOINS DE SANTÉ

Une crise humanitaire a éclaté à l'ouest du Congo dans la province de Maï-Ndombe et les provinces voisines. Les tensions entre différentes communautés dans la région de Kwamouth ont fait payer un lourd tribut aux populations locales. Près de 400.000 personnes ont été déplacées. Les conséquences du conflit ont également été ressenties à Kwango et Kwilu.

Caritas International et la Commission Diocésaine Justice & Paix (CDJP) ont suivi les évolutions dans la zone de conflit. De concert avec plusieurs partenaires, nous avons rédigé plusieurs rapports pour alarmer sur la situation humanitaire compliquée. Malheureusement, cette crise a bénéficié de peu d'attention des médias et du monde humanitaire.

Vu que l'OCHA, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, n'a pas encore pu ouvrir d'antenne à Maï-Ndombe, Caritas International fait pour le moment office de point de contact humanitaire national en collaboration avec la CDJP et les ONG Magna, Cause Rurale et Canacu. Nous cherchons à échanger des informations sur la situation humanitaire, analyser les besoins, suivre la situation humanitaire et faire pression.

Caritas International et ses partenaires locaux ont bénéficié de moyens d'ECHO pour répondre à la crise dans la province de Maï-Ndombe. Le 1er juin 2023 a été lancé un projet visant à fournir de l'aide humanitaire à 24.000 personnes sous forme d'argent et à apporter de l'aide dans le domaine des soins de santé et de l'alimentation. Il est en cours jusqu'au 31 mai 2024. Une « clinique mobile » a été déployée dans la région de Kwamouth.

Arménie : soutien pour les réfugiés du Haut-Karabakh

En septembre 2023, l'Azerbaïdjan a mené une attaque éclair contre la république autoproclamée du Haut-Karabakh. Cette attaque a mis un terme à une présence arménienne séculaire dans cette région montagneuse. Pratiquement toute la population, estimée à 120.000 personnes, a subitement pris la fuite vers l'Arménie.

Grâce à un soutien financier précieux d'un grand donateur, Caritas International a été en mesure d'aider son partenaire Caritas Arménie pour répondre aux besoins de milliers de réfugiés. Caritas Arménie a tenté de trouver un abri pour le plus grand nombre possible de familles, a fourni des lits pliants, des repas, des produits d'hygiène et a organisé un soutien psychologique.

Plus de 3.000 repas chauds ont été apportés aux réfugiés qui ont pu gagner l'Arménie en passant par le corridor de Latchine. Une aide en espèces a également été accordée à des familles vulnérables pour passer l'hiver ; elles avaient besoin de couvertures chaudes, de draps, de chauffage et d'appareils électroménagers. Un montant moyen de 195 euros a été octroyé à quelque 300 familles (1.245 personnes) dans les provinces de Syunik et d'Ararat et à Erevan.

En 2020, une précédente offensive de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh avait déjà réduit une partie de la population de l'enclave à l'exode. Certains de ces réfugiés étaient ensuite revenus chez eux. Cette fois-ci cependant, il est très peu probable que les réfugiés puissent retourner au Haut-Karabakh. En effet, des accords ont été signés et reviennent à l'abolition totale de la république du Haut-Karabakh.

Caritas International soutient également les efforts en faveur des familles qui avaient déjà fui le Haut-Karabakh en 2020 et s'étaient établies à Lori, une région au nord de l'Arménie. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'un programme en cours depuis plusieurs années qui prévoit un soutien psychologique, social et financier et contribue à sortir les réfugiés de leur isolement. Dans la région de Lori, Caritas Arménie offre aux nouveaux-arrivants, souvent des agriculteurs et des éleveurs, la possibilité de constituer un troupeau ou d'acquérir des compétences utiles sur le marché de l'emploi. En outre, ce programme met en rapport des réfugiés d'hier et d'aujourd'hui avec la population locale dans un esprit de solidarité mutuelle.

Protection humanitaire grâce à ProHuma

Quiconque est contraint de fuir à cause d'une guerre ou d'une catastrophe naturelle se trouve dans une situation vulnérable et a grand besoin d'une protection humanitaire.

Pendant deux années (de novembre 2021 à octobre 2023), des efforts ont été consentis en étroite collaboration avec des partenaires locaux et avec le soutien financier de la DGD (Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire), au Niger, au Burundi, en Ouganda et en Jordanie afin de mieux protéger les réfugiés et les personnes déplacées et de soutenir les communautés d'accueil. Nous avons obtenu de beaux résultats en matière de protection des groupes vulnérables et de soutien aux victimes de violences sexuelles, de renforcement de la cohésion sociale, de réintégration socioéconomique et d'accompagnement juridique des personnes réfugiées, déplacées et rapatriées.

Ces efforts sont désormais prolongés de deux années supplémentaires (novembre 2023 à novembre 2025) au Niger, au Burundi, en Ouganda et en RD Congo. Une fois de plus avec le soutien de la DGD.

Dans le cadre de ProHuma, notre partenaire local, Caritas Développement Niger, veille à la mise en place d'un programme humanitaire, financé par la DGD, dans la région de Diffa (Sud-est du Niger), où vivent de nombreux réfugiés. Ce programme englobe de l'aide d'urgence, notamment la distribution de denrées alimentaires, d'argent, d'articles d'hygiène, de fournitures scolaires. Sont également prévus : la construction de latrines communautaires, la formation professionnelle pour les jeunes et le soutien à la création d'activité économique. Les filles et les femmes, les victimes de violences sexuelles et les enfants abusés ou abandonnés sont les principaux bénéficiaires du programme.

Coopération au développement

S'attaquer aux causes profondes des crises et de la pauvreté

COHERENCE – pour COHEsion sociale et REsilieNCE – joue un rôle de premier plan dans les activités de notre département coopération internationale. Il s'agit d'un programme quinquennal (2022-2026) déployé en Belgique, au Burkina Faso, au Burundi, en Éthiopie, au Niger, en Palestine et en RD Congo. Ce programme est conçu et exécuté en collaboration avec la Commission Justice & Paix et divers partenaires du réseau Caritas à l'étranger. Le financement provient de la DGD.

Dans le cadre de ce programme, nous cherchons à sortir des sentiers battus pour promouvoir la cohésion sociale, l'entrepreneuriat et la préparation aux catastrophes. En 2023, nous avons dû tenir compte d'évolutions dans les contextes. En RD Congo et en Palestine, nos zones d'intervention sont soudain devenues le théâtre de conflits, ce qui nous a contraints à revoir et déplacer nos activités.

En RD Congo, nous essayons de promouvoir et de développer l'entrepreneuriat, par exemple sous la forme de coopératives et d'entreprises sociales. Dans le cadre de COHERENCE, dans la région de Luvaka, le transport des produits agricoles, comme le manioc ou la farine de manioc, vers les marchés urbains constitue un énorme défi logistique : les zones de culture sont éloignées et les chemins impraticables pendant la saison des pluies. Commercialiser les produits de l'agriculture est pourtant indispensable pour que les coopératives soient rentables.

La rencontre enrichissante en Belgique entre les membres du comité de pilotage et des délégués de toutes les organisations des pays partenaires était l'activité phare que nous attendions toutes et tous avec impatience en 2023. Elle s'est déroulée en septembre. Pendant une semaine, nous avons pris le temps d'analyser la situation dans son ensemble, de porter un regard critique sur la théorie du changement de notre programme à la lueur de nos expériences et des actions concrètes dans les différents pays, de réfléchir aux principaux concepts du programme et d'organiser ensemble l'évaluation à mi-parcours. Nous sommes arrivés à la conclusion que notre analyse initiale était la bonne et que les activités entamées devraient déboucher sur les changements escomptés.

Lors du comité de pilotage, nous avons également évoqué l'avenir et les prochaines étapes importantes du programme.

Enfin, cette semaine en Belgique a permis à toutes les personnes impliquées dans le programme COHERENCE de se voir en chair et en os, une chance incroyable. Les moments informels ont été l'occasion d'encore renforcer les liens et de stimuler la dynamique de groupe.

Au Niger, Caritas Développement Niger du diocèse de Maradi (CADEV-Maradi) est le partenaire d'exécution de Caritas International. Une représentation locale de Caritas International prête son concours à CADEV-Maradi. En dépit du coup d'État militaire de juillet 2023, nous avons pu poursuivre notre travail au Niger.

Avec COHERENCE, nous disposons dans ce pays d'un programme à long terme, mis en œuvre dans les régions de Maradi et Zinder, avec le soutien financier de la DGD et de Caritas Luxembourg. Ce programme repose sur le triangle qui relie cohésion sociale, économie rurale et atténuation des risques de catastrophe.

L'agroécologie joue un rôle crucial au cœur de ce programme. Une collaboration intense est nouée avec les autorités locales ; dans ce cadre, nous plaidons pour que les personnes présentant un handicap puissent prendre activement part à la vie communautaire.

Nous collaborons avec la Croix-Rouge nigérienne (CRN) dans sept villages. CADEV-Maradi se concentre sur les activités et les formations en matière de sécurité alimentaire, le développement d'activités économiques, l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires et la mise en place de centres de services ; la CRN œuvre à l'approche communautaire en matière de malnutrition, de prévention des maladies, de promotion de l'hygiène et de soutien des groupes de mamans/papas.

Renforcer la résilience climatique en Éthiopie

En 2023, en lien étroit avec son partenaire local et avec le soutien financier de la province de Brabant flamand, Caritas International a mis en place un projet pour combattre le réchauffement climatique et l'érosion des sols dans l'un des districts de Wolaita, au sud-ouest de l'Éthiopie.

Wolaita est confrontée à une pauvreté et à une insécurité alimentaire chroniques. 85% de la population dépend de l'agriculture. Les précipitations de plus en plus irrégulières et les sécheresses de plus en plus fréquentes compliquent grandement la production. Avec pour conséquences: des cultures plus fragiles, un manque d'aliments pour le bétail qui amène son lot de maladies, le niveau des nappes phréatiques en baisse, les températures moyennes en augmentation. Ces dégradations viennent se rajouter à leur tour à la pauvreté et les jeunes, principalement les hommes, partent dans l'espoir de gagner leur vie ailleurs.

En 2023, 440 familles vulnérables du district de Wolaita ont bénéficié d'un soutien. Le partenaire local a restauré les sols de champs privés et de terrains communautaires et a combattu leur érosion. Le reboisement joue également un rôle capital dans ces efforts. Nous avons appuyé une pépinière qui a produit massivement des plants d'arbres qui revêtent également un intérêt économique pour les familles (arbres fruitiers, arbres fourragers, etc.). Des milliers d'arbres ont été plantés. Des fours plus performants — consommant moins de bois — ont également été distribués pour réduire la pression sur le couvert forestier.

Et ce n'est pas tout : depuis mars 2023, quelque 370 femmes se sont organisées dans 20 groupes d'entraide. Ces groupes permettent d'abord de promouvoir l'épargne et le crédit, mais donnent également l'occasion aux participantes de s'exprimer sur des questions de société, les tensions au sein de la communauté, le réchauffement climatique ou les conséquences de la migration. Des prêts, devenus possibles grâce à l'épargne, permettent à ces femmes de créer des activités à petite échelle qui génèrent des revenus complémentaires.

« Notre manioc », un nouveau programme au Burundi

Grâce au dialogue stratégique sous l'égide de la DGD au Burundi, des ONG belges se sont regroupées pour lancer un nouveau programme à l'automne 2023 : « Umwumbati Wacu », ce qui signifie « Notre manioc » en kirundi. Ce programme, géré par un consortium, va s'étaler sur quatre années. Il s'appuie sur trois organisations belges (Caritas International, Louvain Coopération et Vétérinaires sans Frontières), quatre organisations burundaises (CAPAD, FLORESTA, UCODE-AMR et INDAES Formation) et nos partenaires Caritas locaux (Caritas SOPRAD et Caritas ODECO).

« Il y a un lien avec la crise climatique. Nous allons faire appel à des spécialistes de l'agroécologie pour partager leur expertise avec les paysans et paysannes. Pour assurer une agriculture durable, il est essentiel de prendre soin des sols et de les protéger. Il faut aussi prévenir les catastrophes naturelles. Je pense en priorité aux nombreux glissements de terrain : il existe de bonnes techniques pour les éviter. »

L'accent est principalement placé sur la filière du manioc, mais une attention sera aussi prêtée aux éleveurs de volaille et aux producteurs maraîchers. Nous voulons aider les agriculteurs à vendre plus facilement leur production et à générer des revenus plus élevés tant pour eux que pour leurs organisations. Dans le cadre du programme, les agriculteurs pourront bénéficier de petits crédits.

Par ailleurs, « Notre manioc » démontre qu'il est possible d'aborder la collaboration de manière encore plus équilibrée. En effet, certains partenaires burundais contribuent au financement du programme. Ensemble, avec tous les partenaires, nous sommes plus forts et nous obtiendrons de meilleurs résultats en faveur des populations vulnérables, qui sont au cœur de nos efforts.

© Caritas International

Accueil et intégration

Individuel et collectif

2023 a été une année bien remplie pour les équipes qui se chargent de l'accueil et de l'intégration. Nos collaborateurs ont de nouveau tout donné pour offrir un accueil humain et de qualité et accompagner de manière optimale les personnes faisant appel à notre assistance. L'implication des volontaires et les dons reçus nous aident énormément à assurer notre travail d'accueil et d'intégration.

Au cours de l'année écoulée, les problèmes de logement se sont exacerbés. Le risque est grand qu'ils demeurent le principal défi en 2024. Lorsque les demandeurs de protection internationale se voient accorder leur statut de réfugié, ils n'ont que peu de temps pour trouver un logement et accomplir les démarches pour obtenir le soutien du CPAS. Fedasil interrompt alors son soutien. Il semble être de plus en plus compliqué d'opérer cette transition sans accroc. Il n'y a tout simplement pas assez de maisons ou d'appartements pour les personnes aux revenus modestes ; les candidats-locataires sont confrontés aux doutes des propriétaires.

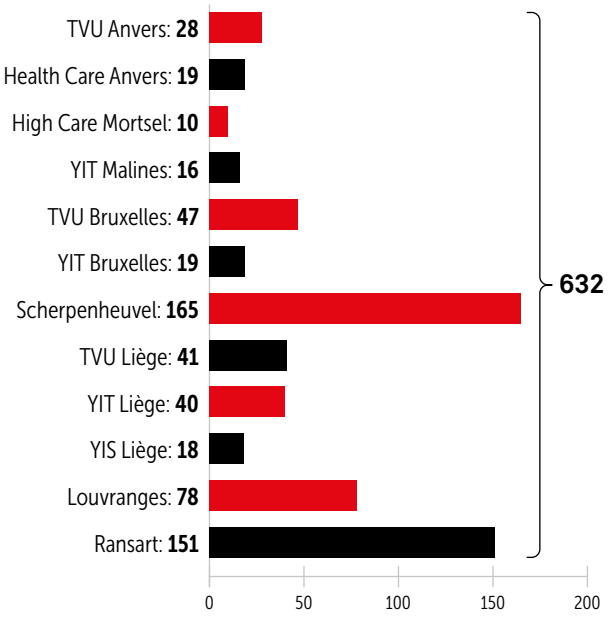
Les problèmes sur le marché du logement vont de pair avec une pénurie de places dans les structures d'accueil. Des réfugiés reconnus doivent rester plus longtemps en accueil, car ils ne sont pas en mesure de se trouver un logement. Lorsqu'ils demandent à Fedasil de pouvoir rester plus longtemps dans une structure d'accueil, ils se heurtent de plus en plus souvent à un refus.

Dans le cadre des projets Transit Vulnérables/Youth in Transit/Health Care/High Care, nos collaborateurs mettent tout en œuvre pour faciliter la transition des personnes réfugiées. Ils les aident à se constituer un réseau social et médical et prennent contact avec les services publics. Malheureusement, tous ces efforts sont hypothéqués lorsqu'une personne ou une famille ne parvient pas à trouver un logement. Ceux qui ne trouvent pas de logement perdent leur accompagnement et leurs personnes de référence. Voilà pourquoi un projet comme IFAS à Liège est si important pour accompagner et intégrer durablement les personnes réfugiées.

Fin 2023, nous gérions 632 places d'accueil pour les demandeurs de protection internationale en Belgique.

© Caritas International

PLACES D'ACCUEIL CHEZ CARITAS INTERNATIONAL



TVU = Transition vulnérable (transition vers l'autonomie pour les réfugiés vulnérables).

Health Care = accompagnement de personnes présentant des problèmes médicaux qui ont demandé une protection internationale.

High Care = accompagnement de personnes et de familles disposant d'un titre de séjour en Belgique et confrontées à de graves problèmes médicaux.

YIT = Youth in Transit (transition vers l'autonomie pour les mineurs non accompagnés disposant d'un statut ou d'un degré élevé de reconnaissance).

YIS = Youth in Shelter (accueil résidentiel pour les mineurs non accompagnés).

© Caritas International

Accueil à Anvers, Mortsel, Malines

Notre antenne dans la province d'Anvers a vu le taux d'occupation de Youth in Transit (YIT) augmenter sensiblement en 2023. Pour le projet TVU (transition vers l'autonomie pour les réfugiés vulnérables), la durée de séjour a été plus courte (six mois maximum), car Fedasil a rejeté de nombreuses demandes de prolongation. Toutes les places Health Care sont occupées. Les problèmes médicaux des résidents se sont aggravés et nous avons constaté plus de cas de complications psychiatriques. La situation est similaire dans les structures High Care.

Les quatre équipes pour l'accueil individuel à Anvers ont connu un baby-boom : cinq des douze membres de l'équipe sont tombées enceintes de sorte qu'il a fallu trouver des remplaçants temporaires.

À Anvers et dans les environs, la pénurie de logements s'est faite sentir encore plus nettement. Il demeure presque impossible de trouver un logement en location abordable sur le marché privé. Les agences immobilières sociales et les sociétés de logement social ont durci leurs règles, ce qui n'a fait qu'exacerber le problème. Souvent, les personnes issues de nos groupes cibles ne sont pas capables de démontrer un lien avec la commune et sont donc reléguées au bas de la liste d'attente pour les logements sociaux.

Note positive : l'année dernière, de chouettes excursions ont été organisées à Planckendael et Technopolis pour les résidents.

TVU Anvers

TVU Anvers (28 places) accueille des personnes réfugiées vulnérables en transition. Souvent, il s'agit de grandes familles qui entament un parcours d'intégration exigeant. Vu la pénurie de logements abordables à Anvers, il est fréquent qu'elles doivent s'établir ailleurs après la période de transition. Ce n'est pas facile pour les familles qui sont déjà bien intégrées dans cette ville.

Pour la première fois en 2023, une famille a pu faire appel à ce dispositif pour s'établir dans notre pays au terme d'un programme de réinstallation.

L'équipe de TVU Anvers entend épauler les résidents dans leur quête d'autonomie, prodigue des explications sur des sujets qui facilitent l'intégration et apporte un soutien pour qu'ils puissent se constituer leur propre réseau.

Health Care Anvers

Health Care (19 places) accueille des personnes présentant un problème médical ou psychiatrique pendant la procédure d'asile. Cela suppose un accompagnement intensif à long terme ; la période de transition de six mois commence dès l'octroi d'un titre de séjour. Or, les accompagnements durent souvent plus d'un an.

Notre équipe de trois accompagnateurs sociaux est soutenue par une infirmière interne qui est également active au sein de TVU Anvers et High Care Mortsel.

Nos bonnes relations avec le Royal Antwerp FC ont permis à quelques résidents d'assister à un match de football.

High Care Mortsel

Les collaborateurs d'High Care à Mortsel (10 places) s'occupent de personnes très vulnérables confrontées à des problèmes médicaux ou psychiatriques. Ces personnes arrivent dans la structure lors de leur période de transition. Ici, le bien-être mental revêt une importance capitale. L'équipe fournit un accompagnement médical et social et aide les personnes seules ou les familles à tisser un bon réseau.

À Mortsel, nous avons également pu compter sur l'aide précieuse d'un stagiaire, dans de cadre de ses études en assistant social, après avoir lui-même été un mineur non accompagné.

YIT Malines

Chez Youth in Transit Malines (16 places), l'année a de nouveau été émaillée de belles rencontres et de différentes formes de collaboration. L'équipe a noué de premiers contacts avec les associations de jeunesse locales. Les jeunes qui le souhaitent peuvent désormais jouer au football toutes les semaines.

Une ancienne stagiaire (sciences pédagogiques) s'est vue proposer un job étudiant à Malines et a ainsi pu prolonger son travail au sein de l'équipe.

/ Saeed avance à grands pas

© Caritas International

Saeed (à gauche sur la photo) et Freek, accompagnateur social.

Saeed est arrivé chez YIT Malines alors qu'il n'avait que 16 ans. Son parcours a été une réussite. À l'âge de 18 ans, Saeed a trouvé un logement à Louvain, où il a pu commencer à écrire un nouveau chapitre de sa vie. Il fait désormais la navette entre Louvain et Malines pour suivre ses cours et travailler. Rien ne lui est donné et il doit se battre au quotidien pour réussir. Il suscite l'admiration des personnes qu'il rencontre.

TVU et YIT Bruxelles

TVU Bruxelles (47 places) et YIT Bruxelles (19 places) ont rénové certains logements l'année dernière. À Bruxelles aussi, trouver un logement relève du parcours du combattant, et ce, en dépit de la collaboration avec les « propriétaires solidaires » et de l'existence d'agences immobilières sociales.

L'équipe a vécu de beaux moments avec les jeunes, notamment lors de la visite de Saint-Nicolas. L'espace collectif a été bien utilisé pour cuisiner ou pour jouer à des jeux de société.

En principe, un accompagnement en TVU ne dure pas plus de six mois. Mais dans la pratique, il dure plus longtemps pour diverses raisons. En effet, ces personnes doivent trouver leur propre logement. Qui plus est, elles se trouvent souvent dans des situations vulnérables : de grandes familles, des personnes présentant un handicap, des personnes qui ne sont pas encore assez autonomes.

Centre d'accueil à Scherpenheuvel

Dans le cadre des « Initiatives de quartier » (BIQ), le centre d'accueil à Scherpenheuvel (165 places) a reçu des moyens supplémentaires de Fedasil pour resserrer les liens avec la commune et la région, et ainsi encore mieux y intégrer le centre d'accueil. Les journées portes ouvertes en 2023 ont connu un franc succès. Le centre a également organisé des festivités pour la fin du Ramadan, pour Noël et Halloween. Pour les jeunes âgés de 12 à 18 ans, une collaboration a été nouée avec Arktos, qui organise différentes activités.

L'année dernière, une nouvelle coordinatrice et un accompagnateur en chef sont venus renforcer l'équipe. Parmi les résidents figurent désormais de nombreuses familles palestiniennes. Elles sont vivement préoccupées par la situation à Gaza. Grâce à l'aide de Solentra, des groupes de discussion ont été organisés pour qu'elles puissent exprimer leurs émotions et les canaliser.

Les collègues à Scherpenheuvel font également état de tensions sur le marché du logement. Eux aussi constatent que Fedasil rechigne à accorder un séjour plus long en centre lorsque les résidents ne sont pas en mesure de trouver rapidement leur propre logement.

« Dans le centre d'accueil, je partage ma chambre avec ma mère, qui requiert de nombreux soins. À notre arrivée, je me faisais beaucoup de soucis : comment le personnel allait-il nous traiter en tant que réfugiées ? Mais je me suis rendue compte que mes doutes n'étaient pas fondés. On s'occupe bien de nous ici, en particulier de ma maman. »

Maryam, une réfugiée d'Afghanistan qui a vécu au centre d'accueil à Scherpenheuvel.

TVU et YIT Liège

Chez TVU à Liège, des efforts considérables ont été consentis pour renforcer l'esprit d'équipe dans des conditions de travail difficile. Grâce à la générosité d'un manège, l'équipe a notamment pu travailler une journée avec des chevaux pour apprendre à mieux se connaître.

L'année dernière, à Liège, nos équipes ont travaillé avec 59 mineurs non accompagnés. TVU a épaulé 9 familles, 2 femmes seules et 7 hommes seuls.

Dans le quartier de Sainte-Walburge, un partenariat a été mis sur pied avec la maison locale des jeunes. Les jeunes des structures TVU et YIT ont rencontré d'autres jeunes du quartier. Ils ont pu partir une semaine en camp grâce à la collaboration entre Caritas International et la maison des jeunes.

Grâce à la collaboration avec le CAP de Verviers, il a de nouveau été possible d'embellir l'espace collectif pour les jeunes.

Les logements pour les mineurs non accompagnés ont été bien occupés tout au long de l'année. Cela s'explique en partie par le manque de place dans le réseau d'accueil. De plus, la demande en logements YIT ne cesse de croître. Au sein des centres d'accueil, Caritas International est réputée pour son savoir-faire en matière d' accueil des jeunes.

TVU et YIT Liège proposent respectivement 41 et 40 places

L'équipe à Liège a observé qu'il était plus difficile de réorienter les réfugiés vulnérables, par exemple lorsqu'ils ont besoin d'un logement adapté ou d'un accompagnement psychologique.

Grâce à un don, Youth in Shelter (YIS) Liège, qui accueille 18 jeunes de 12 à 17 ans, a pu effectuer des travaux pour convertir un vieux garage en une magnifique salle de sport. Le sport est un très bon moyen de décompresser et de rester en bonne santé.

Les résidents de YIS Liège semblent être de plus en plus jeunes. Si avant, ils avaient entre 15 et 17 ans, la moyenne d'âge oscille aujourd'hui entre 12 et 14 ans.

Le talent de bricoleur d'un des éducateurs de YIS a aussi été mis à profit. Ainsi lorsqu'un jeune casse quelque chose, cet éducateur est en mesure de l'aider à la réparer. Le jeune est encadré, apprend à faire par lui-même de petites réparations et gagne en confiance.

Une infirmière de l'équipe a adapté ses heures de travail pour être aux côtés des jeunes le soir et le week-end, comme les éducateurs. Elle veille à la santé des mineurs et leur apprend des techniques pour se détendre, pour mieux contrôler leurs émotions et pour tisser des liens de confiance. L'implication de cette infirmière a fait chuter le nombre « d'incidents ». Caritas International avait sciemment décidé de recruter une personne avec un tel profil. Nous recherchons des ressources supplémentaires pour pouvoir préserver cette dimension.

Comme dans les autres structures d'accueil de Caritas International, des festivités ont été organisées à la fin du Ramadan, à l'occasion de Noël ou du Nouvel An. Grâce à l'ASBL Arc-en-Ciel, les jeunes ont pu passer un jour à Walibi. L'ASBL a également parrainé des cadeaux adaptés à leur âge.

À Liège, Caritas International se charge également de l'accompagnement en matière de logement, dispense des conseils sociojuridiques, organise des cours de lecture et d'écriture, des cours de français et d'orientation sociale. Trois équipes sont à pied d'œuvre au quotidien pour donner corps à ce projet pluridisciplinaire innovant « IFAS ». IFAS signifie « Interculturalité, Formation, Autonomie et Sociojuridique ». Ce nom a été imaginé en 2023 pour conférer une dénomination commune à divers types de services. Cette activité bénéficie de son propre coordinateur.

Christel à propos d'IFAS (Interculturalité, Formation, Autonomie et Sociojuridique) : « Nous soutenons des personnes d'origine étrangère qui, pour la plupart, combinent plusieurs formes de vulnérabilités. Certaines ne parlent pas et/ou ne lisent pas encore le français. D'autres sont arrivées récemment en Belgique, ne savent pas comment fonctionne notre pays et n'ont pas encore construit un réseau ici. Beaucoup vivent dans des logements insalubres ou inadaptés et font face à des soucis administratifs. »

Tous les bénéficiaires de nos projets à Liège sont accompagnés dans le cadre d'IFAS. IFAS permet également de soutenir le regroupement familial. Cette offre s'adresse à toutes les personnes d'origine étrangère. Toutefois, en pratique, compte tenu du nombre de demandes, nous sommes contraints d'en refuser une bonne part. Les besoins sont immenses. Pour l'heure, il est impossible d'étoffer l'équipe d'IFAS pour des raisons financières.

En 2023, le projet APL (« Association de promotion du logement ») à Charleroi est arrivé à son terme. En revanche, une initiative similaire a été lancée à Liège. À Liège aussi, il est compliqué de trouver un logement.

Les collaborateurs qui fournissent des formations ont été évalués par le gouvernement wallon. Ils ont reçu des compliments pour leur travail.

Une nouvelle collaboratrice est venue étoffer le service sociojuridique. Le juriste du service déplace des montagnes. Le service social de Brabantia (Bruxelles), en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et d'autres acteurs, a pu obtenir le rapatriement de trois enfants de Gaza pour les réunir avec leur maman palestinienne. Ces enfants avaient été enlevés par leur père et emmenés à Gaza.

Structure d'accueil à Louvranges (Wavre)

Un nouveau concierge a été recruté à Louvranges (78 places). Des efforts sont consentis afin d'accroître l'autonomie des résidentes et pour qu'elles puissent établir des contacts en dehors des heures de bureau.
En septembre 2023, une collaboration exemplaire a eu lieu avec la ville de Wavre dans le cadre de la « Fête des citoyens du monde ». Cet événement de plusieurs jours a mis en lumière les injustices dont les migrants sont victimes. La ville de Wavre, la maison locale des jeunes et d'autres acteurs ont pris part à la fête, aux côtés de nos résidents et de notre équipe. L'occasion rêvée de parler ensemble et d'échanger.

Marie-Laure a pris part aux ateliers d'art-thérapie aux Logis de Louvranges : « Nous avons d'abord gribouillé des dessins spontanés pour apprendre à lâcher prise et extérioriser la fatigue et le stress qui étaient en nous. Nous avons ensuite sélectionné des images qui représentaient nos émotions et avons expliqué nos choix aux autres. Nous avons fait des collages. Nous avons aussi fait du Qi Gong et de la danse. »

Louvranges peut également compter sur une équipe de 15 volontaires qui accomplissent différentes tâches : ils aident à faire les devoirs, organisent des activités pour les résidentes et leurs enfants, organisent les transports, aident à trouver un logement et se tiennent prêts lorsque des femmes doivent accoucher.

La crèche de la structure d'accueil peut désormais se targuer d'un magnifique espace « snoezelen », un espace de stimulation multisensoriel permettant aux enfants de développer leurs capacités psychomotrices et d'utiliser tous leurs sens.

La plupart des résidentes à Louvranges proviennent d'Afrique subsaharienne. Nombre d'entre elles bénéficient chez nous d'une protection internationale.

Le 07 décembre 2023, l'Agence européenne pour l'asile, Fedasil et une délégation européenne sont venus en visite d'étude aux Logis de Louvranges.

Centre d'accueil à Ransart (Charleroi)

Pour le centre d'accueil à Ransart (125 places pour adultes et 26 places pour mineurs non accompagnés), 2023 a été une année très mouvementée. À un moment donné, le centre a été menacé de fermeture.

Le bâtiment à Ransart a été mis en vente par le propriétaire, mais Caritas International n'avait pas les moyens de l'acheter, car il aurait fallu énormément investir dans la rénovation. La fermeture du centre semblait inéluctable. Heureusement, Fédasil a trouvé une solution : le bâtiment a été acquis par la société Inclusio. Le nouveau propriétaire va désormais rénover ce bâtiment, Fédasil en étant le locataire et Caritas International l'exploitant du centre d'accueil. Tous les détails seront réglés en 2024.

Ce centre d'accueil se situe en périphérie de Charleroi. Il y a de nombreux voisins. Les collaborateurs font tous ce qu'ils peuvent pour intégrer le mieux possible le centre dans le voisinage.

L'incertitude et les conditions de travail ont pesé lourdement sur les collaborateurs à Ransart. Mais l'équipe et les résidents ont tenu bon et continuent de croire à un dénouement positif. L'année a pu être clôturée de manière positive et 2024 s'annonce plus sereine.

© Caritas International

© Caritas International

Programmes sociaux

Accompagnement vers l'autonomie

Nos programmes sociaux englobent quatre services : le service social (services de première ligne, regroupement familial, visites en centres de détention, retour volontaire et collaboration avec le point d'informations Bordet), le service intégration (réinstallation et community sponsorship, accompagnement de réfugiés très vulnérables à Louvain), le service tutelle (tutelle, helpdesk pour les tuteurs, Xtra MENA) et le service de réintégration lors des retours depuis la Belgique ou d'autres pays européens.

Dans le cadre de toutes ces activités, nos collaborateurs s'évertuent au quotidien à faire respecter les droits des personnes vulnérables. Des droits qui semblent évidents, mais dont le respect doit fréquemment être exigé et l'accessibilité défendue.Caritas International met tout en œuvre pour faciliter le parcours des personnes accompagnées et cheminer avec elles. Pour y parvenir, le respect de la personne est primordial.

En 2023, nous avons lancé le projet pilote, InfoKiosk BXL. Les personnes migrantes jouissant d'un statut en Belgique peuvent y recueillir des informations sur leurs droits sociaux et le cas échéant être orientées vers les bons services. Nous avons publié une nouvelle version de notre rapport sur les mineurs non accompagnés en transit. L'équipe réintégration a accompagné près de 1.100 personnes qui ont quitté la Belgique pour retourner dans leur pays d'origine. L'équipe intégration a été étroitement impliquée dans une conférence européenne sur le Community Sponsorship qui s'est déroulée à Bruxelles et a identifié trois nouveaux groupes d'accueil.

Caritas International et ses collaborateurs jouissent d'une expertise unique. Ils tentent de la mettre à profit en alimentant le débat social. Ils attirent également l'attention des instances compétentes sur les répercussions des politiques sur leurs groupes cibles.

Service social

Le service social de Caritas International a traité 1.983 dossiers en 2023 et aidé 3.411 personnes. Près de 1.100 de ces dossiers portaient sur des retours volontaires. 565 dossiers étaient liés à du travail de première ligne. 67 % des personnes qui ont fait appel à nos services étaient des hommes, seuls dans la plupart des cas. Les bénéficiaires de ces services sociaux étaient de 98 nationalités différentes, les Brésiliens étant les plus nombreux. Le Pérou, autre pays d'Amérique latine, figurait également dans les dix nationalités les plus représentées.

DEMANDES AU SERVICE SOCIAL (10 PRINCIPAUX PAYS)

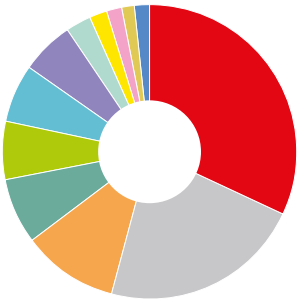
	2023	2022
Brésil	611	427
Syrie	92	94
Belgique	86	85
Afghanistan	82	71
Colombie	75	69
Maroc	68	81
Guinée	65	64
Roumanie	58	77
El Salvador	53	54
Pérou	47	0

Dans le cadre de notre travail de première ligne, nous avons constaté que la numérisation croissante continue d'engendrer l'exclusion sociale et que les dettes pèsent toujours lourdement sur nos groupes cibles. Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine et de la crise de l'énergie ont également été considérables. Les bénéficiaires confrontés à des problèmes mentaux sont de plus en plus nombreux, ce qui nous empêche parfois de les accompagner correctement. Dans de telles circonstances, il est souvent indiqué d'apporter une aide intensive et pluridisciplinaire à ces personnes. Or dans la pratique, cela ne fonctionne pas toujours.

Les travailleurs de première ligne ont traité 565 dossiers en 2023. Tous les mois, ils recevaient en moyenne une centaine de demandes, par téléphone ou par courrier électronique. La plupart des questions portent sur le séjour, les services publics, le logement, la vie quotidienne, les finances ou la santé. Il n'est pas rare que les services publics soient difficiles d'accès. En matière de logement, le secteur social a mesuré toute l'ampleur de la crise : les candidats locataires sont confrontés à une offre limitée, des loyers élevés, des logements en mauvais état et de la discrimination.

PROBLÈMES LES PLUS FRÉQUENTS

- Séjour : **576**
- Services publics : **399**
- Logement : **194**
- Vie quotidienne : **129**
- Finances : **115**
- Autre : **114**
- Santé : **105**
- Relations familiales : **49**
- Sécurité sociale : **38**
- Études/formation : **28**
- Aide matérielle (*) : **27**
- Aide matérielle : **26**



(*) Notamment, de l'aide alimentaire, des vêtements, des articles pour bébé, des meubles, des fauteuils roulants.

Le regroupement familial est également une source de préoccupation pour nos bénéficiaires. Tous les mois, le guichet spécialisé a reçu environ 360 demandes. Malheureusement, il a dû suspendre ses activités en raison d'un manque de personnel au cours des quatre derniers mois de 2023. 204 nouveaux dossiers de regroupement familial ont été ouverts. Outre le soutien individuel, nous organisons tous les mois des séances d'informations pour des groupes.

Dans 81 % des cas, les personnes qui souhaitent un regroupement familial sont des hommes ou des garçons. Souvent, les demandeurs sont de nationalité afghane, syrienne, belge, guinéenne ou somalienne. Les membres de la famille qui doivent demander un visa ne sont pratiquement plus jamais reçus directement à l'ambassade de Belgique. Une partie de la procédure a été numérisée. Parfois, l'attente pour obtenir un rendez-vous avec le centre de traitement des demandes de visa est longue.

Pour les Afghans, le regroupement familial est devenu extrêmement compliqué depuis la prise du pouvoir par les talibans. Quiconque demande un passeport afghan doit parfois attendre une à deux années pour le recevoir. Souvent, un traitement rapide du dossier est possible, mais non sans bakchich. Une fois le passeport enfin obtenu, la personne doit demander un visa pour le Pakistan ou l'Iran pour y entamer les démarches auprès de l'ambassade belge, ce qui est aussi devenu très compliqué. Les intermédiaires qui se chargent d'obtenir un visa pakistanais exigent une rétribution élevée. Voilà pourquoi de nombreuses familles en sont réduites à la clandestinité pour se rendre au Pakistan. Il leur est alors fréquemment impossible de reprendre l'avion pour l'Europe, car ces personnes ont franchi la frontière de manière clandestine. En Iran aussi, la procédure est loin d'être simple.

Aspirer au regroupement familial implique de démontrer un certain revenu. En 2020, il s'agissait de 1.555 euros par mois. Mais ce montant a fortement augmenté pour atteindre les 1.969 euros en janvier 2023, soit 120% du revenu minimum. À cause de cette évolution, certaines personnes sont dans l'impossibilité de faire venir leur famille.

S'agissant des retours volontaires, le nombre de dossiers traités par le service social est passé de 851 en 2022 à 1.087 en 2023. De nombreux candidats au retour sont des hommes sans papier qui ont été exploités dans notre pays par des employeurs. Ils n'osent pas porter plainte. Des organisations comme Fairwork Belgium sont impuissantes lorsque les victimes d'exploitation ne veulent pas dénoncer un employeur abusif. Le Brésil est la principale destination pour les retours. Le Pakistan et l'Arménie comptent cette année parmi les 10 principaux pays de destination.

Le service social se soucie également de la situation des personnes en centre fermé. À Steenokkerzeel et Holsbeek, le personnel du service social a rendu visite à 121 personnes (de 32 nationalités différentes). À Steenokkerzeel, au centre 127bis, ces personnes venaient principalement d'Afghanistan, d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et de Guinée. À Holsbeek, il s'agissait principalement de femmes originaires du Brésil, de Somalie, de Colombie et du Burundi. En outre, des Européens ou des personnes titulaires de titre de séjour européen sont régulièrement enfermés.

Comme d'autres organisations, Caritas International fait partie de MOVE, une coalition qui entend attirer l'attention sur le sort des personnes en centre fermé. MOVE tente d'influer sur la politique belge en la matière.

Une société plus inclusive avec InfoKiosk BXL

© Caritas International

InfoKiosk BXL a commencé ses activités en juillet 2023 depuis notre siège de la rue de la Charité à Saint-Josse. InfoKiosk BXL est un service facile d'accès où les personnes primo-arrivantes peuvent trouver réponse à toute une série de questions sur la vie à Bruxelles. Il s'adresse aux ressortissants issus d'un pays non membre de l'Union européenne qui séjournent légalement dans notre pays et cherchent de l'aide dans la Région Bruxelles-Capitale. Les personnes qui ont recours à ce service posent des questions très variées. La plupart portent sur les titres de séjour, le logement, le regroupement familial et le travail.

« InfoKiosk BXL se veut être un service complémentaire à ce qui existe déjà, un endroit fait pour les personnes qui cherchent un soutien social à Bruxelles où l'on trouve les informations recherchées et où l'on peut être orienté. L'assistance proposée par InfoKiosk BXL est très vaste. Comment obtenir un permis de conduire ? Comment trouver un médecin ou un psychologue ? Quelles sont les démarches pour inscrire mon enfant à l'école ? Comment prendre rendez-vous avec ma commune ? Ce ne sont là que quelques-unes des questions traitées. »

En principe, InfoKiosk BXL devrait durer un an. Il s'inscrit dans le cadre du projet européen AccessIN auquel participent des organisations, des autorités locales et des universités de Belgique, d'Allemagne, d'Espagne et de Hongrie. Ce projet bénéficie du soutien financier du Fonds européen asile, migration et intégration (AMIF). AccessIN

vise à rendre la société plus inclusive en promouvant la collaboration entre la société civile, les services publics et les migrants. Dans cette optique, InfoKiosk BXL veut non seulement mieux identifier les besoins du groupe cible, mais veut également en savoir davantage sur les services existants dans notre capitale.

Au cours des six premiers mois, l'accent a été mis sur le lancement du projet, son rayonnement et la collaboration avec d'autres organisations à Bruxelles. Nous recevons les gens pour un entretien, mais nous travaillons également par téléphone et WhatsApp. Plus de 170 personnes ont déjà pris contact avec InfoKiosk BXL. Nous avons organisé une première activité collective en 2023. En outre, des rencontres ont eu lieu avec plus de 80 organisations, ce qui a débouché sur une collaboration étroite avec 4 d'entre elles. Depuis décembre 2023, nous proposons une permanence supplémentaire au 22 Rogier, l'antenne sociale du CPAS de Schaerbeek.

Formation et soutien aux tuteurs

Caritas International dispose de 13 tuteurs et d'un médiateur interculturel qui ne ménagent aucun effort pour les mineurs étrangers non accompagnés (MENA). Les tuteurs de la cellule MENA dispensent des formations et du soutien aux tuteurs francophones reconnus par le SPF Justice. En septembre 2022, cette mission a été prolongée pour 4 ans.

Un service d'assistance joignable par téléphone ou courrier électronique est à disposition de ces tuteurs. En 2023, ceux-ci ont posé 576 questions. Nous avons également contribué aux formations de base du Service des tutelles (SPF Justice), ce qui a permis de former 110 nouveaux tuteurs. De surcroît, notre cellule MENA a organisé 16 « coachings » et assuré un suivi individuel pour 41 dossiers complexes.

Et ce n'est pas tout : nous avons organisé 27 formations sur les procédures, l'accueil, la santé, les sentiments et la sexualité, les problèmes à l'école et la majorité, entre autres sujets. L'année dernière, des groupes de discussions se sont réunis 4 ou 5 fois à Liège, Bruxelles, Charleroi et Namur : 76 tuteurs y ont pris part.

Xtra MENA, pour les jeunes en transit

Xtra MENA est un projet d'information et de conseils pour les mineurs non accompagnés en transit. Nous leur fournissons des informations sur la protection et les systèmes dans les autres pays. En cas de besoin, les jeunes sont réorientés. Nous prodiguons également informations et conseils aux travailleurs de première ligne qui s'occupent de ces jeunes. Nous formulons par ailleurs des propositions en vue d'améliorer le pré-accueil et l'accompagnement en faveur de ces jeunes.

Le plus souvent, les jeunes en transit veulent se rendre au Royaume-Uni ; ils n'ont pas vraiment l'intention de rester en Belgique. La plupart de ces mineurs évitent les contacts avec les autorités et ne sollicitent pas la protection internationale ici. Ils tentent de s'en sortir par leurs propres moyens et entrent souvent en contact avec les réseaux de passeurs. Ces jeunes sont très méfiants, a fortiori à l'égard des forces de l'ordre.

Pourtant, il est primordial de pouvoir se mettre en rapport avec eux et de leur fournir les bonnes informations. C'est ce que nous faisons, notamment au sein du centre de jour du Hub humanitaire à Bruxelles, du centre Dubrucq du Samusocial, du centre AMRAN de la Plateforme citoyenne, de la Sister House de la Plateforme citoyenne et du squat Casa Tamam. Grâce aux permanences assurées à divers endroits, nous pouvons répondre aux besoins des jeunes et les renvoyer vers d'autres organisations. Il est essentiel de pouvoir tisser un lien de confiance avec ce groupe cible.

Jeanne de Caritas International : « Certains jeunes arrivent dans notre pays après être passés par la Libye, un pays décrit comme un enfer par la plupart, car on y enferme les personnes migrantes dans des centres de détention aux conditions inhumaines. Ils passent ensuite par l'Italie et la France. D'autres sont en Europe depuis un petit temps et essaient de se rendre au Royaume-Uni depuis des parkings en Belgique. D'autres encore font des allers-retours entre Calais et Bruxelles où ils viennent se reposer avant de retourner sur le littoral français. »

De nombreux jeunes d'Érythrée et d'Éthiopie

En 2023, dans le cadre d'XTRA MENA, nous avons rencontré 368 jeunes en provenance d'Érythrée et d'Éthiopie ; tous pratiquement étaient des garçons. 60% d'entre eux ont été rencontrés plusieurs fois par l'équipe du projet. Plus de la moitié de ces jeunes venaient d'Érythrée, 15% d'Éthiopie. D'autres venaient du Maroc, du Soudan, d'Afghanistan, d'Algérie, du Cameroun, de RD Congo, de Gambie, de Guinée, du Mali, de Syrie, du Yémen et d'autres pays.

Dans plus de trois quarts des cas, ces jeunes avaient entre 16 et 17 ans. 81% d'entre eux n'avaient pas demandé la protection internationale en Belgique ; parfois, ils changeaient d'avis et finissaient par la solliciter. 19% de ces jeunes ont entamé la procédure et nous ont demandé de l'aide pour régler certains problèmes.

L'année dernière, nous avons également organisé des formations sur les mineurs en transit à l'attention du Samusocial et de la Croix-Rouge de Belgique. Nous avons pris part à des groupes de travail transfrontaliers et avons échangé avec d'autres organisations. Des visites à Calais et Dunkerque nous ont permis de mieux comprendre ce qui

se passe sur le littoral français. Nous sommes également allés constater ce qui se passe au Royaume-Uni, pays que la plupart des jeunes espèrent gagner.

Notre équipe a rédigé un rapport sur les mineurs non accompagnés en transit et sur l'importance du pré-accueil et de l'accompagnement pour ces jeunes. Il s'agit d'une réédition d'un rapport similaire datant de 2021. Depuis mai 2023, ces jeunes peuvent séjourner trois mois dans les centres Dubrucq ou AMRAN sans devoir s'y inscrire officiellement. Un beau progrès certes, mais les besoins n'en demeurent pas moins criants. Nous espérons que les efforts actuels seront pérennisés et que d'autres initiatives verront le jour, de sorte à fournir un accompagnement sur mesure et de meilleure qualité à ces jeunes

Accompagner de manière professionnelle la réinstallation

Dans l'esprit du « Pacte mondial pour les réfugiés » du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), l'équipe intégration de Caritas International recherche des solutions durables pour les personnes qui arrivent dans notre pays dans le cadre du programme de réinstallation. Nos collaborateurs veulent permettre aux réfugiés de prendre un bon départ dans notre société. Ils sont spécialisés dans l'aide aux réfugiés réinstallés en Belgique ou par une autre voie de migration sûre et légale. Nous optons pour une approche multiple, un rôle de taille revenant aux experts de vécu, en collaboration avec un large éventail de partenaires.

Notre offre d'échange pour les réfugiés réinstallés s'intitule « Peer 2 Peer » : dans ce cadre, des réfugiés réinstallés depuis peu en Belgique peuvent partager leurs expériences, leurs idées et leurs questions dans un environnement de confiance en présence d'experts de vécu, des « ambassadeurs », et de médiateurs interculturels de Caritas International qui assurent la modération des échanges.

Si le programme de réinstallation en Belgique a marqué son dixième anniversaire, de grands défis comme la COVID-19 et la crise de l'accueil ont entraîné un lourd retard. Lors de la deuxième moitié de 2023, le programme a été relancé, ce qui nous a permis de raviver notre offre en 2024.

En 2023 aussi, nous avons œuvré au renforcement et à la diffusion du Community Sponsorship, une forme de parrainage communautaire, solution qualitative et durable pour accueillir et intégrer les nouveaux-arrivants. Le community sponsorship s'appuie sur des volontaires locaux motivés et sur un soutien professionnel et étendu de notre équipe. Il jouit d'une couverture nationale sous l'égide de Fedasil. Il s'agit d'un cadre complémentaire qui fournit aux nouveaux arrivants vulnérables des informations, un logement et un réseau informel. Autant de pierres essentielles pour qu'ils puissent bâtir leur avenir chez nous en toute autonomie.

Bart, un volontaire qui participe au community sponsorship : « Notre aide va au-delà des aspects pratiques. Notre groupe d'accueil est toujours disponible pour prêter une oreille attentive, faire un câlin ou encourager celles et ceux qui en ont besoin. On ne peut pas attendre de la part d'instances officielles comme l'administration communale ou le CPAS qu'elles établissent une relation amicale avec les personnes réinstallées. Mais dans le cadre du parrainage , c'est possible. »

Conférence européenne

Le community sponsorship existe depuis quelques années en Belgique. Des projets similaires ont aussi vu le jour dans d'autres pays européens, ce qui nous permet d'échanger dans le cadre du « Qualitative Sponsorship Network » (Réseau pour un parrainage de qualité) de Share. Toutes les expériences ont été partagées à l'occasion de l'« European Refugee Sponsorship Convention », une conférence sur le parrainage de réfugiés qui s'est déroulée au printemps 2023 à Bruxelles. Il était temps de faire connaître davantage cette approche. Des volontaires et des personnes réinstallées ont partagé leur vécu sur le programme.

En 2023, 3 belles réussites ont été obtenues. Autant de nouveaux groupes d'accueil se sont engagés à soutenir des réfugiés réinstallés pendant une année. Dans diverses régions du pays, nous observons un intérêt croissant afin de lancer des initiatives dans les années à venir.

À Louvain, dans le cadre du projet EU-Passworld, le community sponsorship porte sur l'accompagnement de réfugiés qui suivent des études. Ce partenariat européen voit la KU Leuven, Fedasil et Caritas International œuvrer ensemble à faire accepter en Belgique une nouvelle forme de migration sûre et durable pour les étudiants en fuite. Cet effort a débouché sur l'arrivée des 3 premiers étudiants en septembre 2023. Ils poursuivront leur master à la KU Leuven pour ensuite mener une carrière en Belgique. Dans ce cas-ci aussi, nous avons épaulé le groupe de volontaires qui informe les étudiants dans la ville. Il place l'accent sur la réussite scolaire et la participation à la société. Pour y parvenir, nous travaillons avec des partenaires de la société civile louvaniste et les structures de l'université. En 2024, nous voulons renforcer cette approche innovante et nous espérons lancer des initiatives similaires dans d'autres villes universitaires belges.

Familles vulnérables à Louvain

Certaines personnes éprouvent des difficultés à trouver leur chemin dans notre société, ce qui peut s'expliquer par diverses raisons, des revers ou une situation familiale complexe. Elles peuvent se sentir submergées par les

difficultés. En collaboration avec le CPAS de Louvain, Caritas International apporte un accompagnement intégral à ces familles vulnérables pendant un an dans le cadre d'une approche multiculturelle et individuelle. Les collaborateurs les soutiennent dans leurs démarches, tentent de régler leurs problèmes et de trouver des solutions réalistes compte tenu des besoins de chacun des membres de la famille. Soucieux de la situation de chaque famille, nous cherchons à établir une relation avec un réseau de soutien local pour obtenir des résultats durables. En 2023, nous avons aidé 17 familles de la sorte.

Réintégration & retour volontaire : près de 1.100 personnes accompagnées

Notre équipe réintégration œuvre au quotidien afin de soutenir les personnes migrantes qui décident de retourner volontairement dans leur pays d'origine. Ce soutien est fourni tout au long du parcours ; tout commence en Belgique avec une étroite collaboration entre Caritas International, Fedasil et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le programme prévoit un soutien lors de la préparation du départ et lors de la réintégration après le retour dans le pays d'origine. Nous partageons avec Fedasil les informations que nous recueillons pour apporter d'éventuelles améliorations à l'avenir dans le programme.

Depuis avril 2022, nous apportons avec nos partenaires locaux un soutien à la réintégration aux personnes qui souhaitent quitter volontairement non seulement la Belgique, mais aussi d'autres pays européens dans le cadre du projet Joint Reintegration Services (JRS), financé par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) : en 2023, leur nombre s'élevait à 3.200 personnes.

Chaque collaborateur de l'équipe de réintégration suit une ou plusieurs régions. Nous pouvons donc compter sur des collègues qui, grâce à la bonne collaboration avec leurs partenaires, connaissent la situation et les évolutions récentes dans des pays donnés. Lors de la phase de préparation, l'équipe rencontre les personnes qui envisagent de retourner volontairement. Le nombre d'entretiens dépend du profil et des besoins du candidat au retour. Lors de l'accompagnement, il reçoit les informations souhaitées sur les possibilités sur place et les besoins et les attentes sont évoqués. Ensuite, nos collaborateurs prennent contact avec l'organisation partenaire dans le pays concerné. Si nécessaire, nos collègues mettent la personne en rapport avec l'organisation partenaire avant même le départ.

Dès l'arrivée de la personne rapatriée dans son pays d'origine, un collaborateur de l'organisation partenaire locale est mobilisé pendant une année pour la soutenir. Selon les souhaits et les besoins de la personne, il peut s'agir d'une aide pour lancer une activité économique, pour suivre une formation ou louer un logement... Des possibilités d'accompagnement existent également en cas de problèmes médicaux et, dans certaines régions, un soutien psychosocial est apporté. Nos collaborateurs restent en contact avec les partenaires et suivent la situation si nécessaire.

En 2023, notre équipe a organisé un accompagnement pour 1.083 personnes, soit 684 dossiers. Des visites de partenaires, des formations et des moments d'échange ont également eu lieu. C'est dans ce cadre que l'équipe a accueilli en juin à Bruxelles des partenaires de Moldavie, de Géorgie, d'Arménie, d'Albanie, du Kosovo, d'Ukraine et de Serbie. En octobre, une semaine des partenaires s'est déroulée en Équateur et a rassemblé des collègues du Brésil, de Colombie, d'El Salvador, d'Équateur et du Pérou. Nos collaborateurs ont réalisé des visites d'observation chez des partenaires de réintégration en Tunisie, en Moldavie et en Albanie. Dans le cadre du projet JRS, nous avons effectué des formations dans plusieurs États membres de l'Union européenne, dont l'Italie, la Croatie et la Bulgarie. Une conférence sur la réintégration a été tenue à Prague ; la plupart des organisations impliquées dans le JRS y ont participé.

Nous avons également fourni des efforts pour veiller à un bon partage de l'information. Des séances d'informations ont été organisées pour les personnes migrantes et les services de première ligne. Nous avons également mis au point des supports de communication comme des podcasts et des dépliants.

Jelena de Caritas Serbie accompagne des personnes retournées : « Un logement fixe est essentiel pour une réintégration réussie. Si vous en êtes réduit à squatter chez les uns et les autres, comment voulez-vous trouver un emploi stable et envoyer les enfants tous les jours à l'école ? »

© Caritas International

En conversation à propos du retour.

Notre organisation

Au service d'autrui

Bien-être de notre personnel

En 2023, de concert avec le département Communication & Mobilisation, nous avons introduit un nouveau système pour mettre à l'honneur les collègues en service depuis un certain nombre d'années. Ils reçoivent un message spécial et un cadeau personnalisé.

Une nouvelle politique a été élaborée pour l'octroi de congé sans solde.

Soft HR

Dans le cadre de nos efforts en matière de RH, que les coordinateurs peuvent appuyer sur une base volontaire, nous avons abordé les interventions nécessaires pour mieux répondre aux attentes des équipes sur le terrain et renforcer le soutien que leur apportent les RH.

Un nouveau plan triennal de formation a été conçu. Nous continuons à former en permanence nos travailleurs de première ligne pour faire face aux agressions. Des formations ont également été dispensées en matière de prévention et de sécurité et sur le fonctionnement d'une équipe.

Nous avons investi dans un outil informatique (SD Worx) pour mieux gérer les demandes de formations.

Enfin, nous utilisons de nouveaux indicateurs pour mieux suivre et réduire la rotation du personnel et l'absentéisme.

Administration des salaires

Nous avons adapté notre administration aux nouvelles exigences légales pour la mention du remboursement des notes de frais sur les fiches de salaire.

Nous nous sommes mis en quête d'un nouvel instrument pour améliorer la planification dans les centres et les structures d'accueil.

En coopération avec les collaborateurs des départements coopération internationale, finances, communication et de la réintégration qui doivent voyager, nous avons établi une politique pour les indemnités journalières (per diems).

En outre, nous réfléchissons et agissons pour améliorer le fonctionnement du service du personnel, notamment pour ce qui est du classement et de la mise à jour des documents.

© Caritas International

Un bon esprit d'équipe aide à faire face à une importante charge de travail.

Concertation sociale

Fruit de la concertation sociale, nous avons lancé une politique pour nos employés de plus de 45 ans. Ceux-ci peuvent désormais bénéficier de jours de congé supplémentaires.

Nous avons également apporté les dernières touches à la politique en matière de droit à la déconnexion. Par ailleurs, nous avons lancé une procédure pour les nouvelles élections sociales qui se sont déroulées en mai 2024.

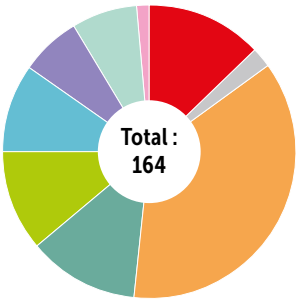
Effectifs au 31 décembre 2023

Les chiffres ne concernent que le personnel de Caritas International en Belgique. Certains projets en Belgique sont réalisés avec nos partenaires privilégiés, Caritas Vlaanderen, Caritas Wallonie, CAP Brabantia et leurs collaborateurs. À l'étranger, nous travaillons avec des partenaires locaux. Nous disposons d'une représentation dans quelques pays prioritaires : Burundi, RD Congo, Niger, Éthiopie, Ouganda et Bosnie pour les Balkans et la Palestine. Pour certains projets au pays et à l'étranger, nous faisons appel à des collaborateurs externes rémunérés.

NOMBRE D'EMPLOYÉS PAR DÉPARTEMENT

- Logistique et gestion immobilière : **21**
- Direction : **4**
- Asile & Migration / Accueil : **60**
- Asile & Migration / Programmes sociaux: **20**
- Communication & Mobilisation: **18**
- Finances : **16**
- Coopération Internationale : **11**
- Ressources humaines : **12**
- IT & Programme ERP : **2**

Nombre total d'employés : 164



NOMBRE D'EMPLOYÉS PAR TRANCHE D'ÂGE

< 24	25-34	35-44	45-49	50-54	55-59	> 60
1	55	50	18	8	16	16

Éthique et intégrité

Toute personne ayant des raisons de douter de l'intégrité de Caritas peut le signaler à l'adresse *ombudsman@caritas.be* ou par téléphone au : +32 476 47 23 23.

Notre charte éthique, ainsi que toutes les dispositions prises en matière d'éthique et de sauvegarde peuvent être consultées à l'adresse *www.caritasinternational.be/ethiek*.

Pour nos interventions à l'étranger, des procédures de traitement des plaintes ont également été mises en place avec nos partenaires locaux et les communautés concernées.

Registre des plaintes 2023

26 signalements ont été enregistrés en 2023 :

- **24** 24 à l'adresse ombudsman@caritas.be et deux par téléphone au +32 476 47 23 23.
- **1** Une plainte découlait d'un malentendu à la suite d'une communication d'un partenaire externe.
- **1** Une plainte portait sur nos services. Elle a donné lieu à une modification dans nos procédures.
- **2** Deux signalements ne relevaient pas des questions d'éthique et d'intégrité.
- **2** Aucun résultat n'a pu être obtenu pour deux messages en raison de grandes incohérences.
- **3** Trois signalements faisaient référence au délai de traitement des dossiers.
- **3** Trois signalements portaient sur le comportement des résidents dans notre réseau d'accueil.
- **3** Trois messages n'avaient rien à voir avec les activités de Caritas International ; nous avons réorienté leurs auteurs.
- **3** Trois lanceurs d'alerte ont soulevé des situations qui requièrent une attention plus soutenue. Des mesures ont été adoptées par les chefs de département concerné et le Comité d'éthique.
- **4** Quatre messages faisaient référence à d'autres entités juridiques du réseau Caritas ; nous avons réorienté leurs auteurs.

Compte tenu d'attentes irréalistes ou étant donné que notre organisation n'était pas compétente pour prendre une décision, nous n'avons pas pu donner suite à quatre messages.

Communication & Mobilisation

Voir, juger, agir

Le risque de fermeture du centre d'accueil à Ransart, la persistance de la crise de l'accueil, la souffrance humaine suite aux séismes en Turquie, en Syrie et au Maroc, les conflits en Ukraine, en Arménie et à Gaza : les crises n'ont pas manqué en 2023 et l'équipe de Communication & Mobilisation a dû y répondre. C'est ce que nous avons fait tant en interne qu'en externe. L'équipe Éducation a réalisé deux projets d'école et a élargi son offre avec de nouveaux outils. Le Projet « Other Talk – Teaching Migration » et la collaboration avec School zonder Racisme – mis en faillite – ont été clôturés.

En matière de travail politique, nous avons pris part au Forum mondial pour les réfugiés, nous avons rédigé des analyses avec nos partenaires humanitaires et nous avons noué le dialogue notamment avec la DGD (Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire), le cabinet de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Nicole de Moor, et le cabinet de la ministre de la Coopération au développement, Caroline Gennez.

Une fois de plus, nos donateurs ont fait preuve d'une grande solidarité. Nous avons récolté plus de 4,2 millions d'euros grâce à nos campagnes pour nos projets structurels et de partenariat. Les crises majeures de 2023 ont suscité un grand élan de générosité, avec près de 4,5 millions d'euros collectés ; ces dons étaient principalement liés à notre réponse humanitaire à la guerre en Ukraine et aux tremblements de terre en Turquie et en Syrie. 1,28 million d'euros ont été mobilisés dans le cadre de la campagne du consortium Syrie-Turquie 12-12. Avec le solde, nous avons alimenté un compte de dettes aux projets que nous utiliserons pour les projets concernés au cours de l'exercice 2024.

Un regard sur la Belgique

Quand une crise cesse-t-elle d'être une crise et devient une « nouvelle normale » ? Sommes-nous vraiment confrontés à une crise de l'accueil ou plutôt à une crise de mauvaise volonté ou d'impuissance politiques ? Et pourquoi le gouvernement ne parvient-il pas à octroyer à tous les demandeurs de protection internationale ce à quoi ils ont droit : l'accueil ? Ces questions nous ont encore une fois tenaillés en 2023. Les réponses dépendront de l'interlocuteur.

Caritas International s'évertue à trouver des solutions, et ce, de concert avec les organisations partenaires. Quelles ont été les principales initiatives en 2023 ?

Début 2023, un groupe de travail rassemblant des organisations humanitaires et de la société civile s'est réuni. Parmi elles figuraient notamment Médecins sans frontière, Médecins du monde, Vluchtelingenwerk Vlaanderen, le Ciré, la Plateforme Citoyenne bruxelloise de Soutien aux Réfugiés, le Samusocial et Caritas International. Le groupe de travail s'est réuni toutes les deux semaines. Au programme : des informations sur la situation opérationnelle, la stratégie politique et les actions de sensibilisation. En juin et novembre, nous avons publié avec ce groupe de travail deux analyses esquissant les principaux constats et identifiant les principaux besoins sur le terrain. Ces analyses avaient

© Caritas International

Une session dans le cadre de Other Talk.

pour but d'alerter les décideurs politiques quant à la gravité de la situation, plus précisément quant aux besoins croissants des personnes ne bénéficiant pas de l'accueil. Caritas s'est concentrée sur le suivi de la situation des mineurs non accompagnés qui se manifestent et souhaitent demander la protection internationale. Elle a également redoublé d'efforts pour les protéger et les aider à trouver un lieu d'accueil.

Nous avons affiné la réflexion et nous sommes impliqués dans deux campagnes : l'une notamment avec Vluchtelingenwerk Vlaanderen, qui avait pour slogan « Solidaire Straat » (Rue Solidaire). L'autre avec le CNCD-11.11.11 ; une campagne qui a trouvé un second souffle : « Communes hospitalières ». Deux campagnes différentes, mais un même objectif : sensibiliser les citoyens au niveau local et mobiliser les décideurs politiques locaux. Pourquoi ? Car nous croyons qu'il existe à court terme une solution toute simple : appliquer le plan de répartition ! Voilà qui exige un double engagement : de la solidarité au niveau local et de la volonté politique. Nous nourrissons l'intime conviction que l'un peut influencer l'autre. C'est pourquoi cette année encore, nous avons œuvré dans le cadre de l'initiative « Villes et communes solidaires » et du projet « Other Talk goes local ».

Un regard sur le monde

La crise de l'accueil en Belgique ne doit pas nous faire oublier que l'immense majorité des personnes en fuite dans le monde sont accueillies dans les pays de l'hémisphère sud, y compris dans des pays partenaires de Caritas International comme l'Ouganda et le Niger. Ces grands pays hôtes sont confrontés à un soutien à court terme et à une baisse de l'attention internationale.

Caritas Europa : « Chez Caritas, nous croyons en une approche différente. Là où on observe aujourd'hui la violence et les refoulements, nous voulons voir des structures d'accueil humaines pour les personnes arrivant en Europe. Nous faisons le choix d'une Europe accueillante qui rassemble les gens et promeut la cohésion sociale et l'inclusion, plutôt que de polariser la société. Nous choisissons la solidarité plutôt que le rejet et les murs. »

Ces constats et défis ont été prioritaires lors du deuxième Forum mondial sur les réfugiés qui s'est déroulé fin 2023 à Genève. À l'approche de ce forum, aux côtés d'autres membres du réseau Caritas, nous avons sensibilisé les décideurs politiques belges et internationaux à leurs responsabilités à cet égard. Pour le réseau Caritas, il est fondamental de trouver des solutions durables pour les réfugiés et les déplacés en Belgique, ailleurs en Europe, mais aussi au Moyen-Orient et dans l'hémisphère sud. Comme un encouragement, la Belgique s'est engagée lors du Forum à mieux impliquer les populations de réfugiés dans ses programmes de développement. Si cette nouvelle approche est assortie d'actions concrètes et est fondée sur les droits, il sera possible de convertir les actions purement humanitaires en des stratégies à plusieurs facettes plaçant davantage l'accent sur l'inclusion sociale des réfugiés et leur résilience à long terme.

Le réseau Caritas a même exhorté le Forum à s'engager en faveur de réponses locales, à renforcer nos partenaires locaux, à adapter leurs financements et à plaider en faveur d'une participation effective des acteurs locaux dans les politiques pour répondre aux déplacements forcés. Les engagements souscrits conforteront le réseau dans ses appels aux acteurs humanitaires internationaux (tels que le gouvernement belge) à honorer leurs engagements et à donner plus de poids aux organisations locales — qu'il s'agisse de Caritas ou des organisations dirigées par des réfugiés —, et ce, de manière plus directe, plus efficace et plus juste.

Éducation

© Caritas International

L'équipe Éducation aide les enseignants à aborder en classe des questions comme la migration, les réfugiés et la diversité. Pour ce faire, elle dispense des formations, met à disposition une plateforme numérique, des outils gratuits pour les cours et collabore avec les écoles. Les élèves sont intéressés par ces questions et ont parfois des points de vue bien tranchés, ce qui illustre l'utilité du soutien apporté aux enseignants.

En 2023, 66 enseignants ont pris part à nos formations, physiques ou numériques. Plus de 350 enseignants ont utilisé nos supports pédagogiques. Le serious game en ligne « Walk in my shoes » (*www.walk-in-my-shoes.be*) a permis à plus de 16.500 élèves de se mettre à la place d'un MENA. Près de 600 élèves ont participé à l'un de nos ateliers à l'école. Et quelque 90 volontaires de différentes organisations ont été formés.

Environ 180 élèves ont participé à nos projets scolaires. Grâce à des ateliers, à des rencontres et à des témoignages de personnes réfugiées, nous avons aidé les élèves et les enseignants à mieux connaître et comprendre les causes de la migration et le chemin que parcourent les personnes en fuite. À l'école Cardijn à Anderlecht, nous avons travaillé main dans la main avec School zonder Racisme et avons

fait en sorte que les élèves ayant vécu la migration ou la fuite osent s'exprimer. À l'Institut de la Vierge Fidèle à Schaerbeek, nous avons mis en exergue le lien entre la migration, les conflits et les ressources naturelles en collaboration avec nos partenaires de la Commission Justice & Paix et de la Croix-Rouge de Belgique.

En 2023, nous avons terminé le projet Other Talk – Teaching Migration. 415 enseignants (en devenir), collaborateurs éducatifs et membres de directions scolaires ont fait usage de la plateforme pédagogique numérique. Des enseignants de l'enseignement supérieur en ont également profité pour que leurs étudiants puissent approfondir les enjeux de la migration et de la diversité. Nous avons présenté le projet auprès de plus de 250 personnes actives dans l'enseignement dans le cadre de différents ateliers et présentations.

« Walk in my shoes a permis à mes élèves de mieux comprendre la situation dans certains pays. Parfois, ils étaient vraiment horrifiés d'apprendre la gravité de la situation et ont réalisé la chance que nous avons en Belgique ».

Un enseignant de l'enseignement professionnel à Courtrai

Collecte de fonds

2023 a été marquée par des catastrophes naturelles et des guerres. Nous avons demandé aux donateurs de laisser parler leur cœur pour les survivants de ces crises. Heureusement, nombreux sont ceux qui ont répondu favorablement à l'appel en vue d'aider : des victimes de la guerre en Ukraine et à Gaza, des familles en fuite, de jeunes réfugiés sans parent en Belgique, des survivants de tremblements de terre en Syrie, en Turquie et au Maroc. Près de 4,5 millions d'euros ont ainsi été récoltés, et 1.28 million d'euros de recettes liées à la campagne Syrie-Turquie 1212.

4,2 millions d'euros ont été réunis au bénéfice de nos projets structurels et de partenariat. Le réchauffement climatique menace la sécurité alimentaire de celles et ceux qui vivent de l'agriculture, notamment en Éthiopie. Nous travaillons avec ces personnes pour leur fournir de meilleures sources d'eau et protéger la terre. Elles cultivent la terre avec les outils et les semences reçus. Un accompagnement a été nécessaire pour les réfugiés les plus vulnérables en Ouganda, qui viennent en grande partie de l'Est du Congo. Nous avons pu récolter 373.879 euros pour eux.

© Johanna de Tessières / Caritas International

Caritas International a bénéficié du soutien fantastique de ses donateurs. En 2023, pour la crise en Ukraine, nous avons récolté 1,52 million supplémentaire. 34.679 euros ont été récoltés pour le Fonds d'urgence pour apporter de l'aide humanitaire immédiate. Pour les personnes en fuite, nous avons reçu 32.573 euros de dons. Ces moyens sont notamment utilisés pour accompagner vers l'autonomie les mineurs non accompagnés qui ont fui vers notre pays. 146.749 euros de dons ont été versés au Fonds Faim.

En matière de dons testamentaires, après acquittement des droits de succession (4.722.208,81 euros), les recettes nettes s'élèvent à 1.510.437 euros.

Communication

En 2023, l'expertise de l'équipe Communication a souvent été sollicitée. Il a parfois fallu réagir rapidement face à des situations de crise. Le reste du temps, l'équipe a tout mis en œuvre pour promouvoir les projets de Caritas International.

Les activités de Caritas International ont été mentionnées à 219 reprises dans la presse, dans un large éventail de médias francophones, néerlandophones et internationaux. Parmi les thèmes récurrents figuraient la crise de l'accueil et la pénurie de places d'accueil pour les mineurs non accompagnés, les séismes dans divers pays et l'impact humanitaire de la guerre en Ukraine. Le community sponsorship a également retenu l'attention de la presse. Des collègues expérimentés de nos programmes sociaux et du département de coopération internationale ont souvent été interrogés.

Nous avons également redoublé d'efforts pour toucher un plus grand public en ligne, tant sur notre site Web que sur les réseaux sociaux. Cette année, nous avons constaté une hausse de 8 % sur Facebook, Instagram, X et LinkedIn. Nous avons traité toute une série de sujets actuels et organisé des campagnes pour soutenir le projet community sponsorship et plusieurs actions de collecte de fonds.

En interne, nos collègues ont pu être informés sur les projets de chaque équipe et les situations de crise grâce à 102 articles publiés sur CariNet, notre intranet. Ils ont également pu participer à 4 éditions de notre Midi-Caritas. Ce sont des réunions au cours desquelles des questions importantes sont soulevées, notamment le travail au Logis de Louvranges et la nouvelle politique environnementale de Caritas International. Des ateliers mensuels ont également été organisés pour familiariser les employés aux outils Teams et Viva Engage. 92 d'entre eux y ont participé.

Une stratégie pour notre « Maison commune » : notre politique environnementale

Nous devons d'urgence revoir notre rapport à la planète. En effet, celle-ci est source de toute vie.

Les appels à l'aide de nos partenaires internationaux et des survivants que nous soutenons dans différentes régions nous font réaliser l'ampleur de la dégradation environnementale et de l'impact du réchauffement climatique. L'incidence de ce phénomène est immense sur les communautés ou les groupes les plus démunis de la population. Pourtant, ces personnes sont les moins responsables du dérèglement climatique et ne disposent que de peu, voire d'aucun moyen pour en combattre les conséquences et se préparer aux catastrophes de demain.

Caritas International puise son inspiration de la deuxième encyclique du Pape François, Laudato Si'. Il y appelle à la protection de notre « maison commune ». Le pape y dépeint la crise environnementale qui nous ébranle et l'associe à la surconsommation et aux modèles actuels de développement économique. « Le rythme de consommation, de gaspillage et de détérioration de l'environnement a dépassé les possibilités de la planète, à tel point que le style de vie actuel, parce qu'il est insoutenable, peut seulement conduire à des catastrophes, comme, de fait, cela arrive déjà périodiquement dans diverses régions. »

Cet enjeu est prioritaire pour le pape, l'Église catholique et tous les croyants. Il est également incontournable pour les scientifiques et de nombreux citoyens. Répondons à l'appel en vue de mieux protéger notre planète et de renouveler notre maison commune.

Caritas International est témoin de l'impact dévastateur sur la vie du modèle de développement dominant. Notre organisation s'engage à régulièrement évaluer les conséquences écologiques et sociales des choix posés. Elle entend adapter son comportement et ses pratiques pour être plus durable et respecter davantage l'environnement.

Les grandes règles pour nos plans d'action

Chaque équipe ou projet de Caritas International devra observer trois grandes règles pour son plan d'action 2024-2026 :

- Nous réalisons une **analyse** de notre impact écologique et social pour définir des priorités et mesurer les progrès. Nous consentons également des efforts pour promouvoir les bons exemples et les bonnes pratiques. Pour fixer nos objectifs pour les années à venir, nous devons connaître la situation initiale et définir les pistes et les solutions les plus efficaces. Voilà pourquoi nous faisons notamment réaliser des audits énergétiques de nos bâtiments.

- Pour **préserver** l'environnement, nous limitons notre empreinte écologique grâce aux choix que nous posons lorsque nous établissons des projets, lorsque nous nous déplaçons, lorsque nous consommons de l'énergie, lorsque nous faisons des achats et que nous investissons. Qu'avons-nous déjà fait en la matière ? De nouvelles règles ont été édictées pour les voyages internationaux (en Europe nous nous déplaçons de préférence en train) ; nous sensibilisons à la baisse de la consommation d'énergie dans nos bureaux et nos logements ; nous gérons nos déchets différemment ; nous faisons des achats verts et équitables ; nous optimisons le chauffage de nos bâtiments ; nous stimulons la mobilité douce en ville. Caritas International s'est également vu attribuer le label « Entreprise écodynamique » de Bruxelles environnement ; une reconnaissance des efforts consentis par toutes nos équipes au cours des années écoulées.

- Nous voulons également « **régénérer** ». Caritas International développe des activités qui débouchent le plus possible sur une régénération de l'environnement, notamment grâce à l'agroécologie. Nous misons également sur le renforcement de la cohésion sociale. Le programme quinquennal COHERENCE, auquel un chapitre de ce rapport annuel est consacré, vise à accroître la résilience des communautés pour qu'elles soient plus résistantes aux chocs économiques et au réchauffement climatique. En outre, ce programme œuvre à davantage de solidarité. Les problèmes environnementaux de la planète sont indissociables des enjeux de justice sociale et de droit de la personne.

Programmes Asile & Migration en Belgique

31 décembre 2023

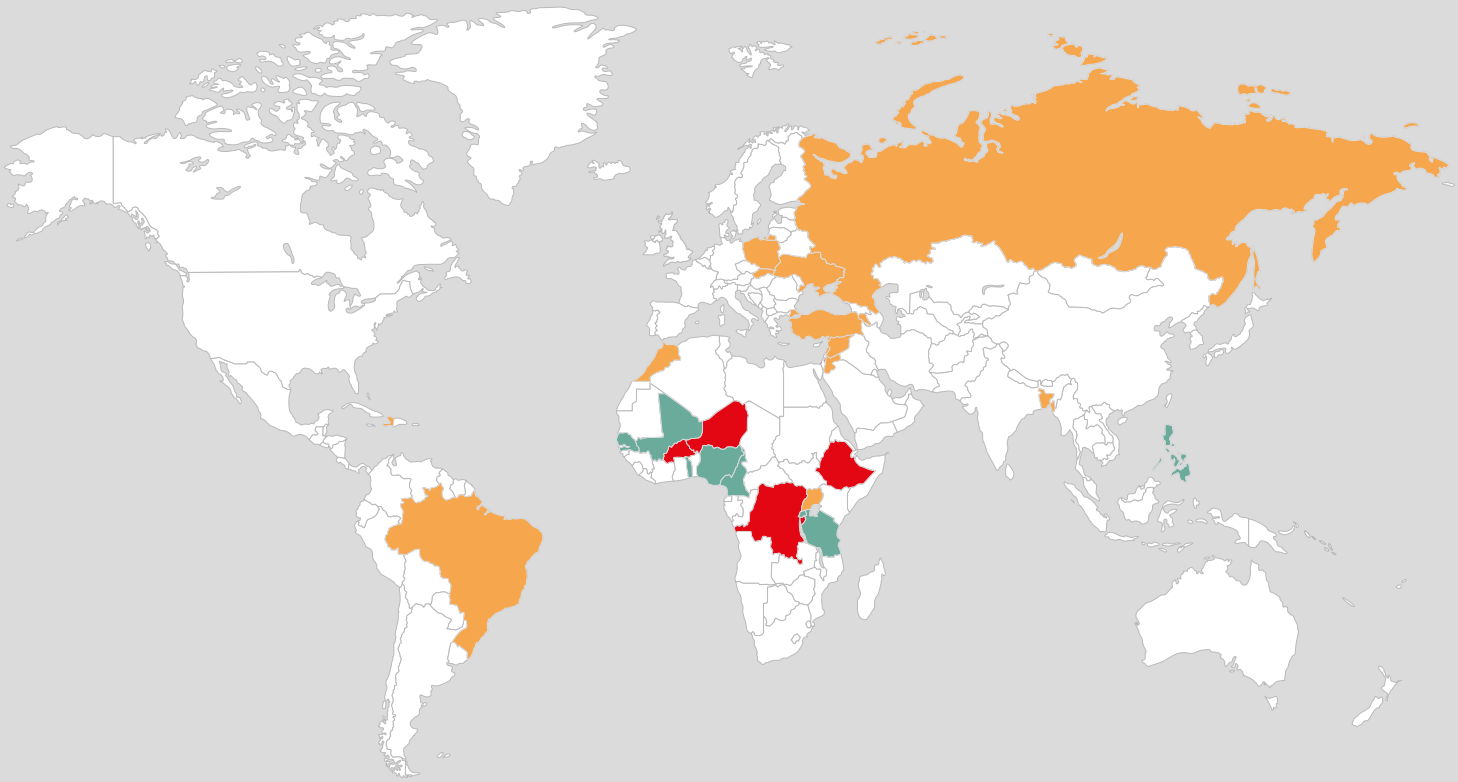
TITRE DU PROJET	SPÉCIFICITÉ	FINANCÉ PAR
ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DE DEMANDEURS DE PROTECTION INTERNATIONALE		
Logis de Louvranges	Structure d'accueil pour des femmes isolées avec ou sans enfants. Appartements groupés.	Fedasil Commune de Wavre
Centre d'accueil de Scherpenheuvel (1)	Familles, personnes isolées, avec un handicap ou un trouble psychomédical.	Fedasil
Centre d'accueil de Ransart (2)	Familles, personnes isolées et mineurs non accompagnés.	Fedasil
Youth in Shelter à Liège (2)	Structure d'accueil pour mineurs non accompagnés, âgés de 14 à 18 ans.	Aide à la Jeunesse (Fédération Wallonie Bruxelles)
Health Care Anvers	Structure d'accueil pour les personnes ou les familles souffrant d'un problème médical. Logements familiaux.	Ciré
ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DE PERSONNES AYANT OBTENU UN TITRE DE SÉJOUR		
TVU Bruxelles, Liège, Anvers	Réfugiés vulnérables.	Fedasil
Youth in Transit Liège, Bruxelles, Malines	Mineurs non accompagnés.	Fedasil, via Ciré
High Care Anvers	Réfugiés souffrant de graves problèmes de santé.	Fedasil
INTÉGRATION		
Initiative locale d'intégration à Liège	Alphabétisation, permanences sociojuridiques, interculturalité.	Région wallonne
APL Liège (2)	Aide dans la recherche d'un logement pour qui est mal logé ou éprouve des difficultés à trouver un logement digne.	Région wallonne
PROGRAMMES SOCIAUX		
Réintégration après retour volontaire	Accompagnement avant départ. Soutien des partenaires dans l'accompagnement d'un projet de réintégration · Au départ de la Belgique. · Au départ d'un autre pays européen (JRS).	Fedasil, AMIF Belgique, Fonds européens via Frontex
Services de première ligne (3)	Prestation de services psychosociaux, regroupement familial, accompagnement au retour, visite de centres fermés. Accompagnement de MENA en transit.	Partenariat avec l'antenne Caritas du service social Brabantia COCOM (via Brabantia) Ministère de la Justice Fedasil
Accompagnement intégral des réfugiés à Louvain	Parcours d'accompagnement psychosocial d'un an pour des familles réfugiées avec des vulnérabilités particulières.	Ville de Louvain
Service social pour étudiants et stagiaires étrangers	Soutien aux étudiants avec un visa limité, inscrits dans une université ou une haute école.	Fonds Orval et Scourmont
Tutelle (3)	Tutelle de mineurs non accompagnés et soutien des tuteurs.	Ministère de la Justice Fedasil
Community Sponsorship	Accompagnement de groupes d'accueil pour des familles syriennes réfugiées réinstallées.	Fedasil
Réinstallation Peer2 Peer	Activités collectives pour des réfugiés réinstallés, formation d'ambassadeurs, groupe Facebook.	Fedasil
Soutien financier	Un prêt est octroyé à titre exceptionnel pour le regroupement familial et la garantie locative.	Fonds propres

En Belgique, certains projets sont mis en œuvre avec nos partenaires privilégiés, Caritas Vlaanderen (1), Caritas Wallonie (2) et CAP Brabantia (3).

Coopération internationale : carte

	AFRIQUE	ASIE	EUROPE	MOYEN-ORIENT	AMÉRIQUE LATINE
DÉVELOPPEMENT	Cameroun* Mali* Nigéria* Rwanda* Sénégal* Tanzanie* Togo*	Philippines*			
AIDE D'URGENCE RECONSTRUCTION	Maroc Ouganda	Arménie Bangladesh Turquie	Pologne Russie Slovaquie Ukraine	Jordanie Liban Syrie	Brésil Haïti*
AIDE D'URGENCE RECONSTRUCTION DÉVELOPPEMENT	Burkina Faso Burundi* Ethiopie Niger* RD Congo*			Palestine	

* Projets de partenariat en collaboration avec d'autres organisations belges.



Programmes de coopération internationale

Nos programmes à l'étranger sont mis en œuvre en collaboration avec les Caritas nationales ou locales des pays concernés. Le réseau mondial de Caritas compte 162 organisations nationales.

Noodhulp (dankzij subsidies)

L'objectif principal de l'aide d'urgence (ou aide humanitaire) est de sauver des vies, de réduire les souffrances humaines et de protéger la dignité humaine.

PAYS	PROJET	PÉRIODE	BUDGET	BAILLEUR DE FONDS	DÉPENSES 2023	COFINANCEMENT
Burundi Niger Ouganda Jordanie	Protection humanitaire au cœur de l'action - PROHUMA 1	2021-2023	€ 7.820.000	DGD	€ 3.879.195,48	€ 0
Burundi Niger Ouganda RDC	Protection humanitaire au cœur de l'action - PROHUMA 2	2023-2025	€ 7.820.000	DGD	€ 870,18	€ 0
RD Congo	Réponse aux désastres et réponse multisectorielle aux crises humanitaires (Bukavu, Kasongo et Kwamouth)	2021-2023	€ 6.243.260	ECHO	€ 1.633.323,52	€ 190.000 (CI.be / DGD) + € 110.000 (CAFOD)
RD Congo	Réponses rapides et multisectorielles aux crises humanitaires à Kwamouth, à Kinshasa et au Bukavu	2023-2024	€ 2.890.000 + $ 883.053	ECHO + le gouvernement Suisse	€ 1.738.731,38	€ 95.900 (coopération Suisse) + € 44.100 (Magna)
RD Congo	Consolidation de la paix / cohésion sociale au Sud Kivu	2022-2023	€ 538.012,98	Ministère Affaires Etrangères (€ 403.012,98) + Fonds Lokumo (€ 135.000)	€ 333.504,88	€ 0
				TOTAL	€ 7.585.625,44	

© Caritas Syrie

© Catholic Relief Services

Développement (grâce à des subsides)

La coopération au développement porte sur la lutte contre les causes sous-jacentes de la pauvreté et des situations de crise.

PAYS	PROJET	PÉRIODE	BUDGET	BAILLEUR DE FONDS	DÉPENSES 2023	COFINANCEMENT
Burundi	Soutien à l'entrepreneuriat du secteur agricole (Umwumbati WACU)	2023-2027	€ 9.440.000 (CI.be comme lead d'un consortium avec 7 partenaires)	UE	€ 3.386,77	10% (partagé entre les 7 partenaires)
Belgique, Burundi, RD Congo, Burkina Faso, Niger, Ethiopie, Palestine	Programme de Cohésion sociale et de Résilience (COHERENCE)	2022-2026	€ 12.362.226,72	DGD	€ 2.565.253,47	20% (cofinancement assuré par CI.be, 11.be + CNCD + WBI + Caritas Luxemburg, Secours Catholique + fonds Lokumo)
Ethiopie	Résilience climatique à Soddo	2023	€ 130.000	Vlaams Brabant	€ 130.000	€ 0
Ethiopie	Amélioration de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et d'hygiène dans 4 centres de santé primaire du district d'Edaghahamus, Tigré oriental	2023-2024	€ 55.407	Fondation Roi Baudoin/ Fonds Amélie Elisabeth	€ 39.510,51	€ 5.550
Ethiopie	Amélioration de l'accès et gestion durable de l'eau pour 60 familles rurales du district Irob au Tigray, Éthiopie	2020-2023	€ 44.000	Fondation Roi Baudoin/ Fonds Amélie Elisabeth	€ 24.857	€ 4.000
Haïti	Récupération eau de pluie et renforcement en assainissement à Calumette	2021-2023	€ 60.000	WBI	€ 23.827,53	€ 6.000
Niger	Accés et gestion durable de l'eau dans les communes de Korahane et Gafati	2022-2023	€ 104.800	Vivaqua (€ 54.792) + Lokumo (€ 50.000)	€ 89.312,08	€ 0
				TOTAL	€ 2.876.147,36	

© Caritas Nigéria

Programmes d'aide d'urgence avec le réseau Caritas (sur fonds propres ou via le Consortium 12-12)

Le réseau Caritas est un atout pour déployer des programmes d'aide d'urgence. En effet, nous pouvons compter sur les autres organisations du réseau qui jouissent d'un ancrage local.

PAYS	CRISE	ENGAGEMENTS PRIS EN 2023
Arménie	Crise Nagorno Karabakh	€ 150.000
Bangladesh	Inondations	€ 25.000
Ethiopie	Conflit Tigray	€ 40.000
Jérusalem	Conflit Gaza	€ 20.000
Liban	Crise socio-économique	€ 234.000
Maroc	Tremblement de terre	€ 68.000
Pologne	Appui aux réfugiés Ukrainiens	€ 200.000
RDC	Crise Mai Ndombe	€ 40.000
Russie	Appui aux réfugiés Ukrainiens	€ 50.000
Slovaquie	Appui aux réfugiés Ukrainiens	€ 600.000
Syrie	Tremblement de terre	€ 525.000
Turquie	Tremblement de terre	€ 325.000
Ukraine	Conflit	€ 700.000
	TOTAL	€ 2.977.000

Projets en partenariat

Caritas International est partenaire de plusieurs organisations belges, avec qui elle mène des projets fidèles à sa vision et sa mission.

PAYS	NOMBRE DE PROJETS	DÉPENSES 2023
Afrique du Sud	1	€ 5.690
Bangladesh	1	€ 320
Belgique	3	€ 50.642
Bénin	3	€ 28.000
Burkina Faso	1	€ 9.800
Burundi	1	€ 1.400
Cameroun	1	€ 53.097
Congo	7	€ 102.702
Haiti	2	€ 10.074
Liban	1	€ 37.056
Mali	2	€ 5.378
Niger	1	€ 5.006
Nigéria	1	€ 1.850
Philippines	1	€ 5.500
Rwanda	1	€ 28.100
Sénégal	1	€ 2.274
Tanzanie	1	€ 3.000
Togo	1	€ 8.735
TOTAL	30	€ 358.624

© Caritas International

Rapport financier

Actifs

ACTIFS IMMOBILISES	**€ 3.952.000,43**
Immobilisations incorporelles	€ 40.208,89
Immobilisations corporelles · Terrains et constructions · Mobilier et matériel roulant	€ 3.911.636,49 € 3.686.121,30 € 225.515,19
Immobilisations financières	€ 155,05
ACTIFS CIRCULANTS	**€ 42.989.803,64**
Créances à un an au plus · Créances commerciales · Autres créances	€ 17.098.006,75 € 6.596.969,18 € 10.501.037,57
Placements trésorerie	€ 5.238.905,77
Valeurs disponibles	€ 20.300.379,82
Comptes de régularisation	€ 352.511,30
TOTAL ACTIFS	**€ 46.941.804,07**

Passifs

FONDS SOCIAL	**€ 7.198.780,88**
Fonds de l'association	€ 2.880.472,41
Fonds affectés	€ 2.215.691,09
Bénéfice reporté	€ 338.849,07
Subsides en capital	€ 1.763.768,31
PROVISIONS	**€ 538.496,86**
Provision grosses réparations et autres dépenses	€ 508.000
Provision legs à rembourser	€ 30.496,86
DETTES*	**€ 39.204.526,33**
Dettes à un an au plus · Dettes commerciales · Dettes charges sociales · Autres dettes	€ 38.947.713,37 € 36.729.222,03 € 1.167.516,34 € 1.050.975
Comptes de régularisation	€ 256.812,96
TOTAL PASSIFS	**€ 46.941.804,07**

** Depuis 2022, les recettes destinées aux projets d'urgence qui ne sont pas dépensées au cours d'un exercice comptable sont affectées à un compte de dettes pour les projets, et non plus aux réserves. Nous faisons cela pour rendre nos bilans financiers (comptes de résultats et moyens disponibles pour l'aide d'urgence) plus lisibles.*

Les recettes et les dépenses sont restées stables en 2023. Nous avons enregistré près de 42,9 millions de recettes et autant de dépenses.

Une fois de plus, nos donateurs ont fait preuve d'une grande solidarité. Nous avons récolté plus de 4,2 millions d'euros grâce à nos campagnes pour nos projets structurels et de partenariat. Les crises majeures de 2023 ont suscité un grand élan de générosité, avec près de 4,5 millions d'euros collectés ; ces dons étaient principalement liés à notre réponse humanitaire à la guerre en Ukraine et aux tremblements de terre en Turquie et en Syrie. 1,28 million d'euros ont été mobilisés dans le cadre de la campagne du consortium Syrie-Turquie 12-12. Avec le solde, nous avons alimenté un compte de dettes aux projets que nous utiliserons pour les projets concernés au cours de l'exercice 2024.

Nombreux sont ceux qui pensent à Caritas International dans leur testament. Ces revenus, après déduction de 4.722.208,81 euros de droits de succession, représentent un revenu net de 1.510.437 d'euros.

Nos revenus financiers ont doublé grâce à la reprise des marchés financiers. Les autres postes du compte de résultat sont restés plus ou moins stables.

En termes d'activités, nous avons constaté une forte augmentation en matière de retour volontaire, ce qui a entraîné une hausse des revenus du Joint Reintegration Service (JRS). Sur le plan de la coopération internationale, les activités sont restées relativement stables. Comme en 2022, de nombreuses ressources ont été consacrées à la crise en Ukraine. Près de 2,8 millions d'euros collectés en 2022 ont été injectés dans notre programme d'aide d'urgence en 2023.

Nos activités en matière d'asile et de migration ont représenté 44 % de nos dépenses. L'aide d'urgence et la coopération au développement ont représenté 33,5 %. Le reste est à imputer aux frais généraux, à la communication, à la collecte de fonds et aux efforts de sensibilisation, ainsi qu'aux frais de succession.

Les coûts salariaux ont augmenté de 15% en raison des diverses indexations et de l'engagement supplémentaire d'environ 14 équivalents temps plein.

En termes de prévisions pour l'avenir, nous continuons nos efforts pour optimiser et diversifier nos sources de revenus. Il convient de conclure en notant que certaines activités, en particulier dans le domaine de l'accueil, sont structurellement sous-financées. Les menaces de réduction des dépenses publiques en matière de solidarité internationale pèsent lourd sur notre association.

Compte de résultats 2023

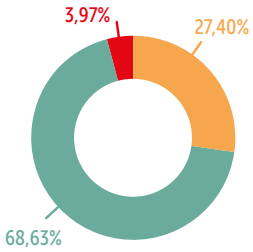
RECETTES	%	2023	2022
Dons	9,86	€ 4.228.028,17	€ 4.936.767,10
Dons via consortium 12 - 12	2,67	€ 1.285.282,81	€ 1.157.908,51
Legs	16,54	€ 6.232.645,81	€ 7.169.536,32
Wallonie - Bruxelles International (WBI)	2,53	€ 1.289.950,48	€ 1.097.283,71
Région Bruxelles-Capitale	-0,01	€ 46.955,91	€-3.522,63
Villes, communes, provinces	0,30	€ 269,20	€ 130.800
Institutions multilatérales	0,50	€ 2.300	€ 214.689,16
Gouvernement flamand	0,45	€ 62.727,47	€ 194.845,95
Gouvernement belge - DGD	14,05	€ 5.939.811,43	€ 6.090.976,94
SPF Justice - SPF Affaires intérieures	1,22	€ 927.390,51	€ 527.594,27
Gouvernement belge - Fedasil	28,07	€ 13.900.863,54	€ 12.167.160,21
Coordination et Initiative pour Réfugiés et Etrangers	2,66	€ 1.197.583,32	€ 1.151.028,40
11.11.11	0,21	€ 102.656,26	€ 90.770,32
Union européenne	12,44	€ 3.558.911,54	€ 5.390.328,89
Vluchtelingenwerk Vlaanderen	0,05	€ 19.709,22	€ 23.215
Fondations, autres Caritas, divers...	2,20	€ 901.982,67	€ 952.289,18
European reintegration network	0,64	€ 41.651,20	€ 276.835,67
Joint Reintegration Services	1,92	€ 2.016.693,62	€ 830.767,37
Subsides à l'emploi (Actiris, Maribel, ...)	0,89	€ 436.260,62	€ 384.635,59
Autres produits d'exploitation	0,76	€ 210.078,01	€ 330.133,96
Produits financiers	0,42	€ 363.074,25	€ 183.975,59
TOTAL HORS EXCEPTIONNELS		**€ 42.764.826,04**	**€ 43.298.019,51**
Produits exceptionnels	0,19	€ 106.573	€ 43.308,22
TOTAL	**100**	**€ 42.871.399,04**	**€ 43.341.327,73**

DÉPENSES	%	2023	2022
Accueil demandeurs d'asile	37,44	€ 16.051.429	€ 14.647.347
Programmes migrants (1ere ligne, MENA, intégration)	1,10	€ 473.317	€ 785.694
Retour volontaire	5,60	€ 2.402.651	€ 1.504.505
Coopération internationale	27,23	€ 11.674.204	€ 15.718.738
Crises	6,15	€ 2.635.482	
Communication & Mobilisation	4,04	€ 1.729.934	€ 1.426.656
Frais de fonctionnement	18,43	€ 7.900.418	€ 9.999.706,30
· Frais de fonctionnement généraux	7,41	€ 3.178.209,70	€ 3.860.849,30
· Droits de succession	11,02	€ 4.722.208,30	€ 6.138.857
TOTAL	**100**	**€ 42.867.435**	**€ 44.082.646,30**

	2023	2022
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	€ 3.964,04	€ -741.318,57
Augmentation (-) / Diminution (+) des fonds destinés		€ 741.318,57
DOTATION PASSIF SOCIAL	**€ 3.964,04**	**€ 0**

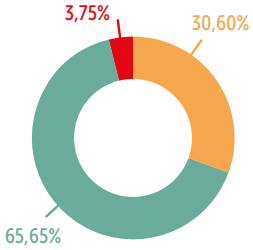
RECETTES 2023

- Dons et legs : **€ 11.745.956,79**
- Financement institutionnels : **€ 29.421.368,84**
- Autres : **€ 1.704.073,41**



RECETTES 2022

- Dons et legs : **€ 13.264.211,93**
- Financement institutionnels : **€ 28.453.423,53**
- Autres : **€ 1.623.692,27**



Organe d'administration

31 décembre 2023

M. Bernard Woronoff, président
Père Philippe de Dorlodot
M. Dominic Verhoeven, vice-président
Mme Marie-Christine d'Ursel-ter Hark, vice-présidente
Vicaire général Bruno Aerts
Mme Marie-Paule Moreau
M. l'abbé Martin Mvibudulu
M. Marc Nuytemans
Mme Emmeline Orban

Directeur général : M. François Cornet *(*)*

(*) Luc Van Haute a succédé à François Cornet au poste de directeur général en janvier 2024

© Caritas International/Isabelle Corthier

Merci...

© Caritas International

... à toutes celles et tous ceux qui œuvrent à nos côtés à une société solidaire où toutes et tous peuvent jouir d'une vie décente. En 2023, nous avons œuvré en défense de l'humanité et de l'hospitalité. Tout ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien, la coopération et l'enthousiasme de nombreuses personnes, organisations et institutions. Nous vous en remercions de tout cœur !

Luc Van Haute, *directeur général*

Nous souhaitons tout particulièrement remercier :

- **Tous nos donateurs**
- **Tous nos volontaires enthousiastes, nos stagiaires, nos groupes d'accueil du projet « community sponsorship » et nos propriétaires solidaires**
- **Nos collaborateurs en Belgique et à l'étranger qui, jour après jour, concrétisent notre engagement**
- **Les évêchés, les paroisses et les congrégations religieuses**
- **La Fondation Roi Baudouin / Le Fonds Amélie et Élisabeth et Bikes in Brussels / La Fondation Porticus / la Fondation Abbé Pierre**
- **Le Fonds Lokumo**
- **Les organisations coupoles : 11.11.11 / CNCD-11.11.11 / Ngo-federatie / Acodev / Vluchtelingenwerk Vlaanderen / CIRÉ / Concord / Voice**
- **Caritas Internationalis / Caritas Europa / Diverses organisations du réseau Caritas International / Netwerk Rechtvaardigheid en Vrede / Commission Justice & Paix / Kruit et Annoncer la Couleur/ School zonder Racisme / Iles de Paix / Croix rouge de Belgique/ CAP Brabantia / Casa Legal / Le Réseau ERSO / Le Consortium 12-12 / La Coalition Move et tous nos autres partenaires en Belgique et à l'étranger**
- **Les médias partenaires : Kerknet / Kerk & Leven / Tertio / Cathobel / Dimanche / RCF**
- **Les établissements scolaires, les élèves et les enseignants qui ont fait usage de notre offre éducative**
- **AB InBev**
- **Nos partenaires institutionnels :**

Les Nations Unies
L'Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'Union européenne
Protection civile et opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) / DG Partenariats internationaux (DG INTPA) / Fonds Asile, migration et intégration (FAMI) / Joint Reintegration Services (Frontex)

Le Gouvernement fédéral
Direction générale Coopération au Développement (DGD) / Agence belge de développement (Enabel) / Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) / Secrétariat d'État à l'Asile et la Migration et ministère de l'Intégration sociale / SPF Justice / SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Maribel social / SPP Intégration sociale (article 60) / Service Tutelle / La Loterie Nationale / Fonds Maribel social

Le gouvernement flamand
Departement Onderwijs en Vorming / Vlaams Partnerschap Water voor Ontwikkeling

Fédération Wallonie-Bruxelles et Région wallonne
Wallonie-Bruxelles international (WBI) / Aide à la jeunesse, Fonds du Logement / Département Travaux publics, Santé, Action sociale et Patrimoine

Région Bruxelles-Capitale
Office Régional bruxellois de l'Emploi (Actiris) / Bruxelles Environnement / Commission communautaire commune (Cocom)

Les Provinces, les villes et communes

© Caritas International

Caritas International asbl

Rue de la Charité 43 - 1210 Bruxelles - T + 32 2 229 36 11
IBAN BE88 0000 0000 4141 / BIC BPOTBEB1
www.caritasinternational.be

caritasintbe

Éditeur responsable:
Luc Van Haute, directeur général Caritas International
Rue de la Charité 43
1210 Bruxelles

MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C011332

caritas international.be